



Carré Vert
45 rue Kléber
92300 LEVALLOIS-PERRET

GROUPE SOS SOLIDARITÉS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

GROUPE SOS SOLIDARITÉS

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901
Siège social : 102 C rue Amelot 75011 Paris
SIREN : 341 062 404

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

A l'assemblée générale de l'Association Groupe SOS Solidarités,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association Groupe SOS Solidarités relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les éléments exposés dans la note « continuité d'exploitation » en page 15 de l'annexe des comptes annuels qui permettent à la direction de justifier de la continuité d'exploitation à 12 mois de l'association.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'assemblée générale.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le Commissaire aux comptes

Forvis Mazars SA

Levallois Perret, le 13 juin 2025

DocuSigned by:

3DCD59F6CF01441...

Jérôme EUSTACHE

Associé



Groupe SOS Solidarités

102 C rue Amelot

75011 - Paris

Comptes Annuels

Arrêtés au 31 décembre 2024

Exercice du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2024

Sommaire

BILAN	1
COMPTE DE RESULTAT	3
PRESENTATION DE L'ENTITE	6
FAITS CARACTERISTIQUES	8
EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE	14
CHANGEMENTS DE METHODE COMPTABLE	14
PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION	15
NOTE 1. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES, CORPORELLES ET FINANCIERES	25
NOTE 2. AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES	26
NOTE 3. FILIALES ET PARTICIPATIONS	27
NOTE 4. STOCKS	28
NOTE 5. ETAT DES CREANCES ET DETTES	29
NOTE 6. VARIATION DES FONDS PROPRES	30
NOTE 7. TABLEAU EXPLICATIF DU RESULTAT	31
NOTE 8. PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	35
NOTE 9. FONDS DEDIES	36
NOTE 10. CHARGES A PAYER	39
NOTE 11. PRODUITS A RECEVOIR	39
NOTE 13. PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	39
NOTE 14. BILAN FINANCIER	40
NOTE 15. TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE	41
NOTE 16. PRODUITS D'EXPLOITATION	42
NOTE 17. RESULTAT FINANCIER	42
NOTE 18. RESULTAT EXCEPTIONNEL	43
NOTE 19. TABLEAU DU RESULTAT EFFECTIF GLOBAL	44
NOTE 20. SUBVENTIONS ET CONCOURS PUBLICS	44
NOTE 21. RESULTAT SECTORIEL PAR ACTIVITE	45
NOTE 21. RESULTAT SECTORIEL PAR AUTONOMIE FINANCIERE	46
NOTE 22. ENGAGEMENTS HORS BILAN	47
NOTE 23. EFFECTIFS	50
NOTE 25. CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES	50
NOTE 26. REMUNERATIONS DES DIRIGEANTS BENEVOLES ET SALARIES	51
NOTE 27. HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	51
NOTE 28. CHARGES LIEES A L'IMPOT	51

BILAN

BILAN ACTIF	Brut	Amort. et Dépréciations	31/12/2024	31/12/2023
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement	409 546	370 896	38 650	10 558
Frais de recherche et de développement	35 960	35 960		
Donations temporaires d'Usufruit				
Concessions, Logiciels, droits & valeurs similaires	1 276 189	1 027 009	249 180	343 000
Fonds commercial	14 000		14 000	14 000
Autres Immobilisations incorporelles	199 186	168 167	31 019	70 848
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains	13 708 764	1 303 054	12 405 710	12 130 811
Constructions	85 649 733	45 231 127	40 418 606	31 993 906
Installations techniques, matériels et outillage	4 605 556	3 771 734	833 822	724 205
Autres Immobilisations corporelles	57 380 520	34 203 337	23 177 183	19 373 643
Immobilisations corporelles en cours	306 504		306 504	2 470 520
Avances et acomptes	1 765 243		1 765 243	360 875
Biens reçus par legs ou donations dest. à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations	23 925 735	5 600	23 920 135	23 863 795
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés	337 846	494	337 352	37 080
Prêts	4 339 341		4 339 341	3 815 328
Autres Immobilisations Financières	6 804 320	1 991 865	4 812 455	3 955 765
ACTIF IMMOBILISE	200 758 443	88 109 243	112 649 200	99 164 334
Stocks				
Matières premières et autres approvisionnements	78 108		78 108	144 678
En cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis	6 112		6 112	10 778
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	1 437 752		1 437 752	1 495 747
Créances :				
Créances usagers et comptes rattachés	26 303 245	3 278 741	23 024 504	25 855 485
Créances reçues par legs ou donations				
Autres Créances	52 604 068	3 315 417	49 288 651	42 291 143
Valeurs mobilières de placement et Inst. de Tréso.	294 926		294 926	6 274 596
Disponibilités	7 920 744		7 920 744	15 759 007
Charges constatées d'avance	2 698 478		2 698 478	2 917 918
ACTIF CIRCULANT	91 343 433	6 594 158	84 749 275	94 749 352
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecarts de conversion actif (V)				
Ecarts d'arrondi				
TOTAL GENERAL	292 101 876	94 703 401	197 398 475	193 913 686

BILAN PASSIF	31/12/2024	31/12/2023
Fonds Propres sans droit de reprise	6 129 909	6 039 964
- Fonds propres statutaires	960 814	960 814
- Fonds propres complémentaires	5 169 095	5 079 150
Fonds Propres avec droit de reprise :	1 430 798	1 350 000
- Fonds propres statutaires	1 430 798	1 350 000
- Fonds propres complémentaires		
Ecarts de réévaluation	4 457 362	4 457 362
Réserves	54 552 600	50 589 157
- Réserves légales		
- Réserves statutaires ou contractuelles		
- Réserves pour projet de l'entité	11 510	10 976
- Réserves des ESMS sous gestion contrôlée	50 756 562	47 217 605
- Autres réserves	3 784 528	3 360 576
Report à nouveau	-38 233 425	-32 148 295
- Report à nouveau des ESMS sous gestion contrôlée	-4 347 735	-3 292 239
- Autres reports à nouveau	-33 885 690	-28 856 056
Résultat de l'exercice	-6 258 728	-3 870 021
- Activités en gestion contrôlée	-2 344 827	-1 225 973
- Autres activités	-3 913 901	-2 644 048
Situation Nette	22 078 516	26 418 167
Subventions d'investissement	10 778 167	10 697 285
Provisions réglementées	14 497 854	13 502 689
Autres fonds propres		
FONDS PROPRES	47 354 537	50 618 141
Fonds reportés liés aux legs et donations	34 055	48 398
Fonds dédiés	32 954 840	35 659 532
FONDS DEDIES OU REPOTES	32 988 895	35 707 930
Provisions pour risques	4 252 717	2 729 241
Provisions pour charges	10 973 351	11 675 224
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	15 226 068	14 404 465
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit (1)	21 693 060	19 522 063
Emprunts et dettes financières divers	14 757 859	10 471 427
Avances et acomptes reçus sur commande en cours	381 288	291 041
Dettes des legs et donations		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	18 303 307	18 062 340
Dettes fiscales et sociales	33 858 721	30 834 097
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	59 984	70 012
Autres dettes	6 273 303	4 618 243
Produits constatés d'avance	6 501 453	9 313 927
DETTES	101 828 975	93 183 150
Ecart de conversion passif		
Ecart d'arrondi		
TOTAL GENERAL	197 398 475	193 913 686
(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques	3 323 267	404 115

COMPTE DE RESULTAT

COMPTE DE RESULTAT - Première partie	31/12/2024	31/12/2023
Cotisations	20	
Ventes de biens et services	44 247 161	35 974 144
-Ventes de biens :	495 476	536 290
<i>Ventes de marchandises</i>		
<i>Ventes de produits (Finis, intermédiaires, résiduels)</i>	495 476	536 290
<i>Ventes de dons en nature</i>		
-Ventes de prestations de service :	43 751 685	35 437 854
<i>Travaux et Refacturation Charges locatives</i>		
<i>Prestations de Service</i>	16 798 893	11 274 886
<i>Parrainages</i>		
<i>Produits des activités annexes hors forfaits journaliers</i>	24 419 470	21 760 879
<i>Autres prestations de service</i>	2 533 322	2 402 089
Produits de tiers financeurs	300 473 272	283 445 506
- Concours publics	218 642 745	203 718 131
<i>Prix de journée/Tarifs Journaliers</i>	32 318 788	29 850 232
<i>Dotation Globale de Financement</i>	183 009 150	170 553 419
<i>Autres produits de tarification</i>	3 314 807	3 314 480
- Subventions d'exploitation	81 109 019	78 934 020
- Versements des fondateurs ou consommation de la dotation consommable		
- Ressources liées à la générosité du public	21 503	46 615
<i>Dons manuels</i>	21 383	11 494
<i>Mécénats</i>		34 400
<i>Legs, donations et assurances vie</i>	120	721
- Contributions financières	700 005	746 740
Production Stockée	-4 666	-7 035
Production Immobilisée	846 508	
Reprises sur provisions (et amortissements), transfert de charges	7 673 634	6 238 216
Utilisation des fonds dédiés	11 908 890	14 095 133
Autres produits de Gestion Courante	2 692 218	2 790 671
Produits d'exploitation	367 837 037	342 536 635
Achat de marchandises		
Variation de stocks de marchandises		
Achats de matières premières et autres approvisionnements	408 173	717 369
Variation de stocks matières premières et autres approvisionnements	66 570	-881
Autres achats et charges externes	147 285 542	131 857 340
Aides financières	4 226 196	2 061 579
Impôts, taxes et versements assimilés	15 573 699	14 849 640
Salaires et traitements	121 735 268	115 021 348
Charges sociales	57 940 247	52 951 288
Dotation aux amortissements et aux provisions		
Sur immobilisations : dotations aux amortissements	9 152 474	7 679 215
Sur immobilisations : dotation aux dépréciations	19 804	33 269
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations	2 428 545	809 010
Pour risques et charges : dotations aux provisions	4 210 154	5 883 708
Engagements à réaliser sur ressources affectées	7 991 605	8 871 135
Autres charges	3 194 975	4 382 456
Charges d'exploitation	374 233 252	345 116 476
RESULTAT D'EXPLOITATION	-6 396 215	-2 579 841
Quote part de résultat sur opérations faites en commun		
+ Excédent ou déficit transféré		
- Déficit ou excédent transféré	14 527	10 137

DE RESULTAT – Deuxième partie	31/12/2024	31/12/2023
Produits financiers de participation		
Produits financiers autres valeurs mob. de créances de l'actif immobilisé	4 597	
Autres intérêts et produits assimilés	586 770	665 481
Reprises sur provisions et transferts de charges financières	117 060	48 653
Différences positives de change		
Produits nets sur cession de valeurs mobilières de placement		
Produits financiers	708 427	714 134
Dotations aux amortissements et aux provisions	293 611	247 879
Intérêts et charges assimilées	2 260 832	1 606 219
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Charges financières	2 554 443	1 854 098
RESULTAT FINANCIER	-1 846 016	-1 139 964
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	-8 256 758	-3 729 942
Sur opérations de gestion	4 265 999	714 142
Sur opérations en capital	41 478	3 205
Reprises sur provisions et transferts de charges exceptionnelles	60 890	439 087
Produits exceptionnels	4 368 367	1 156 434
Sur opérations de gestion	1 003 648	995 977
Sur opérations en capital	262 498	16 284
Dotations aux amortissements et aux provisions	1 103 097	243 229
Charges exceptionnelles	2 369 243	1 255 490
RESULTAT EXCEPTIONNEL	1 999 124	-99 056
Participation des salariés aux résultats		
Impôts sur les sociétés	1 094	41 023
RESULTAT NET	-6 258 728	-3 870 021
<i>Total des Produits</i>	<i>372 913 831</i>	<i>344 407 203</i>
<i>Total des Charges</i>	<i>379 172 559</i>	<i>348 277 224</i>

Sommaire

Réf.	Nature des informations	Produites	Non produites, car	
			NS	NA
PRESENTATION DE L'ENTITE		X		
FAITS CARACTERISTIQUES		X		
EVENEMENTS POST CLOTURE		X		
CHANGEMENTS DE METHODE COMPTABLE		X		
PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION		X		
NOTES SUR LE BILAN		X		
Note 1	Immobilisations incorporelles, corporelles & financières	X		
Note 2	Amortissements des Immobilisations incorporelles & corporelles	X		
Note 3	Tableau des filiales et participations	X		
Note 4	Stocks	X		
Note 5	Etat des créances & dettes	X		
Note 6	Fonds Propres	X		
Note 7	Tableau explicatif du résultat de l'exercice	X		
Note 8	Provisions pour risques et charges	X		
Note 9	Fonds dédiés	X		
Note 10	Charges à Payer	X		
Note 11	Produits à recevoir	X		
Note 12	Charges constatées d'avance		X	
Note 13	Produits constatés d'avance	X		
Note 14	Bilan Financier	X		
Note 15	Tableau de flux de trésorerie	X		
NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT				
Note 16	Produits d'exploitation	X		
Note 17	Résultat financier	X		
Note 18	Résultat exceptionnel	X		
Note 19	Résultat effectif Gobal	X		
Note 20	Subventions et concours publics	X		
Note 21	Sectorisation	X		
AUTRES INFORMATIONS				
Note 22	Engagements hors bilan	X		
Note 23	Effectif moyen	X		
Note 24	Crédit-bail		X	
Note 25	Contributions volontaires en nature	X		
Note 26	Rémunérations allouées aux organes dirigeants	X		
Note 27	Honoraires des commissaires aux comptes	X		
Note 28	Charge liée à l'impôt	X		
Note 29	Compte de résultat par objet et destination			X
Note 30	Compte d'emploi des ressources collectées auprès du public			X
Note 31	Legs et donations		X	

ANNEXE

Aux comptes annuels de l'exercice clos le 31/12/2024, caractérisés par les données suivantes :

- Total du bilan	197 398 475 euros
- Total du compte de résultat (Produits)	372 913 831 euros
- Résultat de l'exercice (déficit)	-6 258 728 euros

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2024.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels arrêtés par le Conseil d'Administration de l'association en date du 3 juin 2025.

Les informations présentées sont celles ayant une importance significative et qui sont nécessaires à l'obtention de l'image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'association.

PRESENTATION DE L'ENTITE

L'association est membre du Groupe SOS, groupement de l'économie sociale, constitué d'associations et d'entreprises, qui développe ses activités dans 9 secteurs : Jeunesse, Solidarités, Santé, Seniors, Culture, Action Internationale, Commerce et Services, Transition Ecologique et Action Territoriale.

L'Association Groupe SOS Solidarités, régie par la loi 1901, a pour ambition de lutter contre toutes les formes d'exclusion et d'accompagner de manière inconditionnelle les personnes dans leur autonomie et leur singularité, selon le principe fondateur « Une société pour tous, une place pour chacun ».

Ainsi, elle déploie à travers la France des actions solidaires auprès de personnes en situation de précarité, de handicap, de sans-abrisme, d'exil, concernées par des addictions ou des violences, LGBTI+, travailleurs du sexe, en situation de prostitution, vivant avec le VIH...

L'Association s'est construite par la recherche constante de solutions innovantes pour répondre aux difficultés de celles et ceux à qui la société n'accorde pas toujours une juste place. L'association Groupe SOS Solidarités développe ses activités autour de plusieurs domaines d'expertise et notamment :

- **Habitat et Santé** regroupe des établissements et services d'hébergement temporaire et de logement accompagné, parfois avec accompagnement aux soins, pour l'accueil des personnes en situation d'isolement et de précarité, avec un objectif de rétablissement, de soutien à l'autonomie et de sortie de la situation de précarité, en recherchant des solutions d'orientation adaptées.

Les activités sont principalement financées par des subventions publiques et par des dotations globales de financement octroyées par l'assurance maladie et le Ministère du logement.

- **Handicap** propose des solutions d'accompagnement souples et adaptées à tous les âges et à toutes les formes de handicap. Dans ce cadre, l'autonomie et l'autodétermination des personnes accompagnées sont recherchées, en mobilisant les ressources de chacun. L'association a cœur de créer des environnements propices au bien-être physique, psychique et social des personnes. Les établissements et services, sont ainsi ouverts sur l'extérieur, sont des lieux de rencontre et de construction avec les familles, aidants, professionnels et partenaires.

Les activités sont principalement financées :

- Pour les établissements ayant signé un contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens par des dotations globales de financement ;

- Pour les autres dispositifs par des facturations en prix de journée ou la perception de subventions publiques.
- **Asile et Intégration** accueille et accompagne les personnes en demande d'asile dans leurs démarches, et favorise l'inclusion des personnes réfugiées vers l'accès au droit, à la santé, au logement et à l'emploi.

Les activités sont principalement financées par des subventions publiques et par des dotations globales de financement octroyées par les régions et la facturation des prestations réalisées pour le Ministère de l'Intérieur.

- **Addictions** agit au niveau de la prévention, des soins, de l'insertion sociale et professionnelle des personnes concernées par des addictions, et de la réduction des risques et des dommages. Elle propose également des solutions d'hébergement dans le cadre des parcours de soin.

Les activités sont principalement financées par des dotations globales de financement octroyées par l'Assurance Maladie et par des subventions publiques.

- **Justice** propose un accompagnement individuel renforcé, global et pluridisciplinaire des personnes sous l'autorité de la justice, afin d'éviter la récidive et de permettre à chacun de retrouver une place dans la société. Deux grands types de public sont accompagnés : les personnes radicalisées ou en voie de radicalisation et les auteurs de violences conjugales et intrafamiliales.

Les activités sont principalement financées par des subventions publiques et la facturation des prestations réalisées pour le Ministère de la Justice en lien notamment avec la Direction de l'Administration Pénitentiaire.

- **Emploi et formation** effectue un accompagnement personnalisé pour les personnes éloignées de l'emploi et permet de remobiliser les capacités et compétences de chacun, notamment à travers des programmes d'inclusion numérique et des offres de formation à l'attention des professionnels du secteur social et médico-social.

Les activités sont principalement financées par des subventions publiques et par la facturation des prestations auprès de clients publics ou partenaires associatifs.

FAITS CARACTERISTIQUES

1 Variations de périmètre

L'activité des établissements de l'association Groupe SOS Solidarités se répartit comme suit :

	31/12/2023	Ouvertures / Créations	Fermetures	Fusion / Reprises	31/12/2024
Habitat et Santé	75	9	-4	5	85
Handicap	48	1			49
Asile et Intégration	35	5	-1		39
Addiction	24	1		1	26
Justice	10		-1		9
Emploi et Formation	5				5
Action Territoriale	1				1
Commerce et services	2				2
Groupe - Support	9	1		2	12
Nombre d'établissements	209	17	-6	8	228

Variations de périmètre

Opérations de Fusions-Absorptions et Apports Partiels d'Actifs

Entrée - Caarud de Béziers : En date du 4 décembre 2023, l'association Aides, sise à Tour, a effectué un apport partiel d'actif de son établissement, le Caarud de Béziers au profit de l'association Groupe SOS Solidarités avec un effet juridique, comptable et fiscal au 1^{er} janvier 2024.

Entrée – Altaïr : l'association Groupe SOS Solidarités a signé, le 17 décembre 2024, un acte de fusion absorption de l'association Altaïr avec un effet juridique en date du 31 décembre 2024 et un effet rétroactif comptable et fiscal au 1^{er} janvier 2024.

Entrée – Aere: l'association Groupe SOS Solidarités a signé, le 17 décembre 2024, un acte de fusion absorption de l'association Aere avec un effet juridique en date du 31 décembre 2024 et un effet rétroactif comptable et fiscal au 1^{er} janvier 2024.

Entrée – AIPEI : en date du 17 décembre 2024, l'association AIPEI a effectué un apport partiel d'actif de trois de ses établissements, (la MAS Bois Doré, l'IME Le Nid et l'IME Edelweiss) au profit de l'association Groupe SOS Solidarités avec un effet juridique, comptable et fiscal au 1^{er} janvier 2024. Ces trois établissements faisaient l'objet d'autorisations de gestion depuis mars 2020 pour la Mas Bois Doré et mars 2022 pour les 2 IME, confiées à Groupe SOS Solidarités pour faire suite aux retraits d'autorisation ordonnés par l'ARS liés à de graves dysfonctionnements dans les établissements. Cet apport a donc un impact bilanciel mais pas d'impact sur l'évolution de l'activité de l'association.

Sortie – CHU Saint Menet en date du 17 décembre 2024, l'association Groupe SOS Solidarités, a effectué un apport partiel d'actif de son établissement, CHU Saint Menet au profit de l'association L'Espoir avec un effet juridique, comptable et fiscal au 1^{er} janvier 2024. Cet établissement étant en ouverture, son transfert n'a pas d'impact significatif sur les comptes de l'association.

L'impact de ces opérations dans les comptes est le suivant :

En milliers d'euros	Bilan 01-01-2024	Fusion	Fusion	APA	APA	APA
		Altaïr	AERE	Caarud de Beziers	AIPEI	CHU St Menet
Actifs immobilisés	9 785	2 093	11	33	7 653	5
Créances & stocks	501	145	203	39	328	214
Trésorerie	2 288	1 666	231	391		
Actif	12 574	3 904	445	462	7 981	219
Fonds Propres	2 393	1 368	-381	417	989	
PRC & Fonds dédiés	1 524	958		28	696	157
Dettes	8 657	1 579	826	18	6 296	61
Passif	12 574	3 904	445	462	7 981	219

En milliers d'euros	2024	Entrée de Périmètre				Sortie
		Fusion	Fusion	APA	APA	APA
		Altaïr	AERE	Caarud de Beziers	AIPEI	CHU St Menet
Produits d'exploitation	5 088	4 622	31	435		
Charges d'exploitation	-4 785	-4 189	-162	-435		
Résultat d'exploitation	303	433	-131	0	0	0
QP de Résultat faite en commun	-166	-164	16	-19		
Résultat Financier	-34	-25	-9			
Résultat Exceptionnel	-5	-5				
Impôt sur les sociétés	0	0				
Résultat net	97	239	-123	-19	0	0

Les flux liés à ces opérations sont présentés dans les colonnes fusion et variation de périmètre des tableaux de l'annexe.

Ouvertures d'établissements

Les établissements suivants ont été ouverts en 2025 :

- **Pôle Habitat et Santé** : Ouverture du Lit d'Accueil Médicalisé (LAM) de l'Aude ; de 3 Centre d'Hébergement d'Urgence (CHU Bonne Nouvelle, Partage et Montmartre) ; de l'Equipe Mobile de Soins Palliatifs Coc Home ; du Pôle Hébergement Accompagné 13 ; de l'espace culture L'Escaut ; de l'Intermédiation Locative Sos DICI2LA ; de l'ensemble AVDL et de Plat 82.
Fermeture des établissements CHRS Fromentin ; CHU Boileau ; CIN Halte ; IML Ile de France ; Résidence Sociale 93.
- **Pôle Asile & Intégration** : ouverture de l'Hébergement d'Urgence de Demandeurs d'Asile Le Marais (Guyane) ; de 2 établissements d'Accompagnement Global et Individualisé des Réfugiés (02 et 76) ; de 2 MAPII (SOS DICI2 et Ensemble).
Fermeture de l'établissement SAAR.
- **Pôle Addiction** : Ouverture du Csapa CTR Entracte Normandie
- **Autres** : Fermeture des établissements 1000 cafés (Action Territoriale) ; Canem Felis (Commerce et Services) et les établissements associatifs des associations fusionnées.

2 Inondation MAS - LAM – LHSS Seine Saint Denis :

A la suite d'une rupture de canalisation de ville, le 15-01-2024, les établissements Maison d'Accueil Spécialisé (MAS) – Lit d'Accueil Médicalisé (LAM) et Lit Halte Soins Santé (LHSS) de Seine Saint Denis ont été inondés (rez de chaussée et sous-sols).

Les locaux techniques (chaufferie, tableaux électriques, ascenseurs...), les locaux de soins et locaux administratifs ont subi des dommages. Une partie des archives des dossiers administratifs, des usagers et documents comptables ont été endommagés et perdus.

Les usagers de la MAS et une partie des usagers du LHSS ont été évacués et hébergés en urgence dans 16 établissements médico sociaux et hospitaliers en Ile de France (du Groupe SOS et Hors Groupe SOS).

Les locaux du LAM et du LHSS sont néanmoins restés ouverts. Les locaux de la MAS sont toujours fermés et l'établissement délocalisé temporairement, avec l'accord de l'ARS, depuis mi-février, dans l'établissement Château du Poitou à Villevaudé, avec une baisse de la capacité de 15 résidents, portant à 45 le nombre de résidents pouvant être accueillis par la MAS.

Une remise aux normes a dû être faite et donc des travaux conséquents. Le déplacement de l'ensemble des personnes et des matériels / équipements nécessaires, les frais liés aux déplacements et heures supplémentaires des personnels ont également un impact financier important.

Les travaux d'urgence des établissements ont été effectués avec l'accord des assurances. Le résultat présenté tient compte d'un montant de **1 900 ke de prise en charge estimée par l'assurance**. Le solde restant est en cours d'analyse et d'évaluation par les experts pour définir le niveau de prise en charge assurantiel.

3 Financements et ressources

Reprise de résultat par les autorités de tarification

Dans les établissements sociaux et médico-sociaux n'ayant pas conclu de Contrats Pluriannuels d'Objectifs et de Moyens (CPOM), l'autorité de tarification peut décider d'affecter les excédents des années précédentes en réduction des charges d'activité. Ces sommes viennent alors en diminution des produits d'exploitation. A contrario, ils peuvent décider de reprendre les pertes antérieures ; ces sommes viennent en augmentation des produits de tarification.

Les reprises de résultats effectuées par les autorités de tarification ont conduit à une **augmentation des produits de 0.3 Me en 2024** (contre une diminution des produits de 1.6 Me en 2023).

Crédits non reconductibles reçus

Les produits d'exploitation comprennent à hauteur de **4.6 Me des crédits non reconductibles** supplémentaires. Ces crédits ont fait l'objet d'arrêtés tarifaires et rattachés en 2024. Ils ont notamment pour objet :

- La reprise de déficits constatés au cours d'exercices antérieurs
- Le financement de charges de personnel ponctuelles
- Le financement d'actions ponctuelles ou de démarrage de nouvelles activités ;
- Le financement de certains investissements et matériels

Aides gouvernementale de limitation de la hausse de l'Energie

En 2024, l'association a bénéficié du dispositif de Bouclier Tarifaire mis en place par le gouvernement au titre du gaz et de l'électricité. Le montant constaté dans les comptes au 31 décembre 2024 a permis de réduire les charges de 431 ke (vs 4.248 ke en 2023).

Les charges de gaz et d'électricité constatées dans les comptes se sont élevées à 9.759 ke (vs 12.634 ke en 2023) ; soit une augmentation du coût net de l'électricité de 941 ke dans le résultat de l'association.

4 Opérations non courantes

4.1 AFADR restitué par Groupe SOS Jeunesse

L'association Groupe SOS Jeunesse a reversé à Groupe SOS Solidarités les apports en fonds associatifs avec droit de reprise qui lui avaient été octroyés en 2009 (1.950 ke).

Ces remboursements ont été constatés en produits exceptionnels dans les comptes de 2024.

4.2 AFADR octroyé à Handisup

L'association Groupe SOS Solidarités a octroyé un Apport en Fonds Associatif avec Droit de Reprise de 150 ke au profit de l'association Handisup.

Cet apport est constaté dans les charges exceptionnelles de Groupe SOS Solidarités.

4.3 Avances de trésorerie faites à des Filiales

L'association Groupe SOS Solidarités a octroyé, en 2024, à ses filiales des avances de trésorerie. A la clôture, le solde de ces avances est constaté dans le poste « autres créances » à l'actif du bilan.

- SAS Le Prisme : Groupe SOS Solidarités a octroyé 102 ke à sa filiale.
- GCSMS Un Chez Soi d'Abord Perpignan : Groupe SOS Solidarités a octroyé à sa filiale 300 euros.

4.4 Avances de trésorerie faites à des associations du Groupe SOS

L'association Groupe SOS Solidarités a octroyé, en 2024, 8.3 Me de nouvelles avances de trésorerie qui sont constatées, pour la part non remboursée à la clôture, dans le poste autres créances à l'actif du bilan :

- Viltäis 8 Me. Une partie de cette avance a été transformée en contribution financière (3 Me).
- Espoir 250 ke. Cette avance a été remboursée au cours de l'année 2024.
- Ovale Citoyen 40 ke.

Ces avances, non porteuses d'intérêt, ont été réalisées afin de pallier aux besoins de trésorerie de ces associations.

4.5 Avances de trésorerie reçues d'associations du Groupe SOS

L'association Groupe SOS Solidarités a bénéficié d'avances de trésorerie.

- Avances reçues et remboursées au cours de l'année 2024 : 15 Me, dont Groupe SOS Séniors (6 Me) ; Groupe SOS Jeunesse (2 Me) ; Boisnière : (3 Me) ; Ysos (2 Me)
 - Avances perçues au cours des exercices précédents et non remboursées à la clôture (0.9 Me) dont Groupe SOS Séniors (650 ke), Solidarité Alimentaire France (100 ke), Arcat (75 ke) et Brigades Nature Rhône (56 ke).
- Ces avances non remboursées à la clôture sont constatées en dettes au passif du bilan.

4.6 Transformation de créances en contributions financières octroyées à des associations du Groupe SOS

L'association Groupe SOS Solidarités a transformé 3.3 Me de créances (avances de trésorerie) en contribution financière au profit de structures en difficultés financières : Viltāis (3 Me) ; People Power Inclusion (300 ke).

Ces contributions financières ont été constatées dans les charges d'exploitation (3.3 Me) de l'association Groupe SOS Solidarités.

4.7 Abandon de créances octroyé à l'association Réseau 1000 cafés

L'association Groupe SOS Solidarités a octroyé un abandon de créances de 217 ke au profit de l'association Réseau 1000 cafés, structure en difficultés financières.

Cet abandon a été constaté dans les charges exceptionnelles (217 ke) de l'association Groupe SOS Solidarités.

4.8 Cautions données à des entités du Groupe SOS

En 2024, Groupe SOS Solidarités a octroyé de nouvelles cautions aux entités du groupe au bénéfice d'établissements bancaires pour les emprunts octroyés : SCI Groupe SOS Solidarités (1.550 ke au bénéfice de la Caisse d'Epargne) ; Groupe SOS Transition Ecologique et Action Territoriale (232 ke au bénéfice de la Banque Populaire).

Par ailleurs, des renouvellements de cautions ont été effectués au profit des établissements bancaires pour les facilités de caisse octroyées à certaines associations du Groupe SOS.

Ces engagements sont indiqués en note 22 de l'annexe

5 Contrôles Externes

URSSAF - Contrôle 1 – Période 2014 - 2016

Groupe SOS Solidarités a fait l'objet d'un contrôle Urssaf au titre des années 2014 à 2016.

Le montant initial du redressement s'élevait à 1.031 ke. Une réponse à la lettre d'observations de l'URSSAF accompagnée des nombreuses pièces requises, a été envoyée le 23-11-2017, dans les délais requis. Un risque de 799 ke a été constaté à ce titre dans les dettes fiscales et -sociales et a impacté le résultat d'exploitation de l'association au titre de l'exercice 2017. En 2018, il a été constaté la reprise des sommes non contestées et qui ont été réglées, soit 59 ke.

Une saisine de la commission de recours amiable a été effectuée le 26 février 2018. Pour faire suite à la réponse reçue le 6 décembre 2018, une saisine du TASS a été engagée pour la procédure contentieuse (qui concerne notamment l'absence de comptabilité des Comités d'Entreprise, calcul de la réduction Fillon, des cotisations appelées concernant les ruptures conventionnelles (âge du salarié) ...). Les montants contestés s'élèvent à 740 ke.

Dans le cadre d'un délibéré rendu le 22 mai 2024, le Tribunal judiciaire de Marseille – Pôle Social n'a pas suivi notre argumentaire et a décidé de débouter l'association et de la condamner à payer à l'URSSAF PACA la somme de 585 ke, dont 69 ke de majorations de retard et à ordonné l'exécution provisoire de la décision.

L'association a d'interjeté appel en date du 19 juin 2024, l'audience de plaidoiries est fixée au 9 septembre 2025.

Les dettes sociales et fiscales ont été maintenues à hauteur de 740 ke, dans l'attente de la fin de cette contestation.

URSSAF - Contrôle 2 – Période 2018 - 2019

Groupe SOS Solidarités a fait l'objet d'un contrôle Urssaf au titre des années 2018 et 2019 au titre de l'application des législations de sécurité sociale, d'assurance chômage et de garanties des salaires « AGS ».

La lettre d'observations envoyée par l'URSSAF le 12 avril 2021, fait état de 109 ke de redressements et pénalités. Ce contrôle a donné lieu à un redressement de 100 ke après retour le 03-12-2021 à nos observations (dont 95 ke non contestés de notre part).

En mars 2022, Groupe SOS Solidarités avait saisi la commission de recours amiable de l'Urssaf. La décision rendue le 27 février 2022 n'étant pas favorable, le montant global du redressement à la clôture reste inchangé.

L'association a saisi le tribunal administratif de la sécurité sociale le 4 octobre 2022. La somme totale de 587 ke a été régularisée auprès de l'URSSAF par virement en date du 4 octobre 2024.

Pour faire suite à la décision du Tribunal judiciaire en octobre 2024, les sommes dues ont été réglées et les provisions reprises.

URSSAF - Contrôle 3 – Période 2021 - 2023

Groupe SOS Solidarités a fait l'objet d'un contrôle Urssaf au titre des années 2021 à 2023 et s'est soldé par un redressement notifié de 1 Me.

Le principal motif de redressement est la réduction générale de cotisations sociales (ex-Fillon) à hauteur de 946 ke. Les autres points n'ont pas d'impact majeur. Le risque a été provisionné dans les comptes 2024.

Une saisine de la Commission de Recours amiable a été effectué par l'association Groupe SOS Solidarités en date du 6 mars 2025.

Inspection Générale des établissements PAIRS – Pôle Justice :

Suite à des articles de presse, une inspection générale a été diligentée par le Ministère de la Justice sur le fonctionnement des établissements PAIRS et s'est déroulée en mars et avril 2024. Groupe SOS Solidarités est dans l'attente des conclusions de cette inspection.

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE
--

Néant.

CHANGEMENTS DE METHODE COMPTABLE

a) Changement de méthode comptable

Néant.

b) Changement de présentation et circonstance empêchant la comparaison

Néant.

c) Changement d'estimation comptable

Néant.

PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION

a) Principes comptables généraux

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivantes :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre sous les précisions apportées au paragraphe précédent,
- Indépendance des exercices.

L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques. Plus particulièrement les modes et méthodes d'évaluation ci-après décrites ont été retenus pour les divers postes des comptes annuels.

Continuité d'Exploitation

L'association a constaté une contraction plus forte des financements publics, qui impacte une grande partie du secteur médico-social associatif.

Conscient de cette situation systémique, et afin de permettre d'assurer la continuité d'exploitation de l'association pour les 12 mois à venir mais aussi de façon durable, les dirigeants ont mis en place, dès début 2024, plusieurs mesures visant à améliorer le fonds de roulement global, la trésorerie et le résultat de l'association. Certaines actions entreprises ont déjà eu des impacts en 2024, dont les effets en année pleine seront visibles en 2025.

Le plan d'actions, confirmé par le Comité de Performance Economique en date du 11 avril 2025, est le suivant :

- Mise en place de plans de retour à l'équilibre pour les établissements dont la situation financière est déséquilibrée,
- Négociations auprès des financeurs pour obtenir des financements complémentaires et préserver ainsi la qualité de prise en charge et d'accompagnement des usagers au sein de nos établissements,
- Plans de cession d'actifs immobiliers (au niveau des filiales immobilières), non nécessaires à l'exploitation, pour leur permettre des remboursements d'avances de trésorerie à l'association Mère,
- Révision des plans de renouvellement et du programme d'investissements lorsque cela est possible.

Ces actions s'accompagnent de la mise en place d'outils de pilotage renforcés pour assurer une gestion plus précise de la trésorerie et du besoin en fonds de roulement.

La mise en œuvre de ce plan d'actions permet à GSOS Solidarités d'assurer la continuité de son exploitation dans les 12 mois qui suivent la clôture et de sécuriser son exploitation à moyen terme.

Sur la base des éléments portés à notre connaissance, nous n'avons pas relevé d'incertitude remettant en cause la continuité d'exploitation à la date d'arrêté des comptes.

Comptabilité des établissements

Compte tenu du fait que les établissements tiennent une comptabilité séparée, les comptes des différentes structures comprises dans le périmètre sont cumulés dans un premier temps.

Dans un deuxième temps, les comptes réciproques, de charges et de produits internes au périmètre de l'association (dont les frais de siège, prestations réciproques et mouvements de cessions internes) sont éliminés.

Les structures qui ont des activités soumises à approbation font l'objet d'un compte administratif distinct. Leur résultat est soumis aux autorités de contrôle et ont un caractère provisoire dans l'attente de leur arrêté définitif par les organismes compétents.

Compte tenu des modalités de financement utilisées et de l'autonomie de chaque établissement ou service, les compensations en matière de résultat ne peuvent exister.

La liste des établissements est communiquée dans la note 7 – Tableau explicatif du résultat.

b) Principes comptables sectoriels

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément au plan comptable général, au règlement 2014-03 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC), en tenant compte des dispositions réglementaires suivantes :

- Du règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, intégrant l'article 1er du règlement ANC n°2019-04 et les règlements ANC n°2020-08 et 2022-04.
- Du règlement ANC n°2019-04 du 8 novembre 2019 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif ;
- Du Code de l'Action Sociale et des Familles C.A.S.F., pour les provisions réglementées constatées dans les établissements relevant de l'article L312-1 du C.A.S.F. ;
- De l'instruction comptable applicable aux établissements publics hospitaliers (M22 et M22 Bis) aux établissements et services sanitaires, sociaux et médico-sociaux gérés par des organismes privés à but non lucratif.
- De l'instruction n° DGAS/SD5B/2007/319 du 17 août 2007 relative au plan comptable et à certains mécanismes comptables applicables aux établissements et services sociaux et médico-sociaux Privés et aux organismes gestionnaires ;
- De l'arrêté du 12 novembre 2008 Ministère du travail, des Relations Sociales, de la Famille et de la Solidarité relatif aux instructions budgétaires et comptables applicables aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux ainsi qu'aux associations et fondations gestionnaires,
- Des contraintes particulières imposées par les organismes financeurs dans le cadre de la fixation de certains tarifs de prestations et notamment :
 - ✓ Les subventions de fonctionnement de l'Etat, de la Ville, des Ex D.D.A.S.S. (A.R.S./D.R.H.I.L.), de la C.P.A.M., des Conseils Départementaux et Régionaux, d'Ensemble Contre le Sida, des A.G.L.S., de F.S.L., d'A.L.T., de la DULE saturnisme, de Solidarité Sida, de la D.A.S.E.S., de Mairies, et des G.R.S.P., sont comptabilisées pour leurs montants attribués correspondant à l'arrêté des différents financeurs et des activités réalisées.
 - ✓ Les ressources versées par la C.A.F. sont comptabilisées dès leur attribution en fonction de la période de versement et de la réalisation de l'activité s'y rattachant.
 - ✓ Il a également été tenu compte des spécificités établies par les organismes financeurs dans le cadre de la fixation de la dotation de Soins (Secteur Médico – Social).
- De l'arrêté du 20 décembre 2023 relatif au plan comptable applicable aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux relevant du I de l'article L 312.1 du code de l'action sociale et des familles.

c) Dispositions spécifiques aux principes comptables

c.1) Comptabilisation des engagements de retraite

Les engagements de retraite ne sont constatés au passif du bilan que pour la part correspondant aux salariés de plus de 50 ans et conformément soit des accords obtenus par les autorités de tarification et de contrôle, soit des modalités prévues au sein du code de l'action sociale et des familles. (Voir ci-après Note § m-3).

c.2) Participation des Employeurs à l'Effort Construction

Le versement de la participation liée à l'effort construction est effectué sous forme de prêt sur 20 ans.

La participation versée en N au titre des salaires de N-1 est constatée dans le poste « Immobilisations Financières – Prêts » par contrepartie d'un compte de trésorerie. La participation qui sera versée en N+1 au titre des salaires N est constatée dans le poste « Immobilisations Financières – Prêts » par contrepartie d'un compte de dettes sociales.

Par ailleurs, afin de garantir le « préfinancement » des prêts notamment par les autorités de tarification via les budgets prévisionnels, il a été constaté une charge d'impôt liée à la Participation des employeurs à l'effort de construction via le compte de provisions réglementées - Effort Construction.

En outre, une reprise de la provision réglementée sera engagée lors de chaque remboursement effectué par l'organisme collecteur agréé au sein des différents établissements et services concernés.

En 2024, les provisions constatées à ce titre se sont élevées à **534 039 euros** et les augmentations liées aux fusions se sont élevées **1 644 euros** portant ainsi le solde au 31 décembre 2023 à **4 149 398 euros**

c.3) Comptabilisation, amortissement et dépréciation des actifs

Dans les dossiers suivants, la comptabilisation des actifs ou de leur amortissement ne répond pas au règlement ANC 2014-03 relatif à la comptabilisation des actifs, à leur amortissement et à leur dépréciation.

- Dans le cadre du transfert au 1er janvier 2008 des activités de **l'Association Départementale Elysée (ADE)**, composées d'un ESAT (établissement social d'accompagnement par le travail), d'un foyer d'hébergement, d'un SAVS (service d'aide à la vie sociale) et d'un Atelier Occupationnel, faute d'avoir obtenu des notaires, à la date d'arrêté des comptes, les informations relatives à l'inscription des sommes relevant du terrain de celles relevant de la construction, les règlements C.R.C. n° 2002-10 et 2004-06 repris par le règlement A.N.C. 2014-03 n'ont pas reçu d'application particulière depuis le 31 décembre 2008. Leur application est reportée ultérieurement.
- **L'ensemble immobilier des « Guérins »** étant presque complètement amorti, n'a pas fait l'objet d'une décomposition suivant les directives des nouveaux règlements à partir des éléments antérieurement valorisés. Ceci n'a pas entraîné d'incidence ni sur la situation nette comptable ni sur les amortissements.

d) Immobilisations Incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, c'est-à-dire leur prix d'achat augmenté des frais accessoires.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire pour une durée variant de 1 à 5 ans.

e) Immobilisations Corporelles immeubles et meubles

Ces éléments n'ont pas fait l'objet d'une réévaluation libre ou légale.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, c'est-à-dire à leur prix d'achat augmenté des frais accessoires. Elles font l'objet d'une comptabilisation par composants en application du règlement A.N.C. 2014-03 relatif à la comptabilisation, l'amortissement et la dépréciation des actifs (Sauf exceptions décrites à la rubrique Principes Comptables et Méthodes d'Evaluation note c3). Les éléments suivants sont notamment pris en compte :

- Mise en évidence du coût d'achat des terrains,
- Décomposition des actifs en distinguant les éléments constitutifs ayant une durée d'utilisation différente devant faire l'objet d'un plan d'amortissement propre,
- Les valeurs résiduelles ne sont pas déduites de la base amortissable, l'association n'ayant pas de politique de programme de cession avant la fin de la durée de vie de ses actifs ou parce que lesdits biens sont pratiquement ou totalement amortis.

Les dépenses d'entretien programmées et décidées ont fait l'objet d'une provision pour gros entretien.

Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire et en fonction de leur durée normale d'utilisation. Ils sont pratiqués à compter de la mise en service selon la règle du prorata temporis à l'exception des établissements indiqués à la rubrique C3).

Les amortissements ont été pratiqués suivant le mode linéaire/dégressif en fonction de leur durée normale d'utilisation :

- Logiciel	1 à 5 ans
- Constructions	10 à 50 ans
- Agencements et aménagements des constructions	5 à 50 ans
- Agencements et aménagements	2 à 50 ans
- Installations techniques	2 à 10 ans
- Matériel et outillage	2 à 10 ans
- Matériel de transport	2 à 10 ans
- Matériel de bureau et informatique	2 à 10 ans
- Mobilier	2 à 10 ans
- Autres immobilisations corporelles	1 à 10 ans

Amortissements dérogatoires constatés dans les structures en gestion contrôlée

Lorsque la dotation aux amortissements, résultant de l'application du règlement A.N.C. 2014-03, est inférieure à la dotation initialement prévue et autorisée par les autorités de tarification, la différence est constatée en Amortissements dérogatoires.

Le détail des amortissements dérogatoires est communiqué en note n° 8 de l'annexe.

Dépréciation des actifs

Lorsqu'il existe un indice de perte de valeur, un test de dépréciation est effectué. Si la valeur actuelle de l'actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, une dépréciation est effectivement constatée dans les comptes.

f) Immobilisations Financières

Les **titres de participation** ainsi que les autres titres immobilisés, ont été évalués au prix pour lequel ils ont été acquis, à l'exclusion des frais engagés lors de leur acquisition.

Ils peuvent être, le cas échéant, dépréciés pour tenir compte de leur valeur à la clôture. Cette valeur d'inventaire est appréciée d'une part par rapport à la quote-part détenue dans les capitaux propres de la participation concernée, et d'autre part, en prenant en considération les perspectives de rentabilité et de développement.

Le détail des participations détenues est communiqué en Note 3 de l'annexe ; les dépréciations sont, elles, indiquées en Note 8 de l'annexe.

Les **prêts** correspondent à des prêts à caractère libératoire accordés à des organismes habilités à percevoir la contribution obligatoire à l'effort construction.

g) STOCKS

Les différentes catégories de stocks ont été valorisées à la clôture selon la méthode du Coût Moyen Unitaire Pondéré. La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Une dépréciation des stocks est constatée lorsque la valeur à l'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Le détail des stocks de l'association est présenté en note n° 4 de l'annexe.

h) Créances et Dettes

Les **créances et dettes** sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire d'une créance est inférieure à sa valeur comptable ou en cas de litige avec les autorités de tarification.

Le détail des dépréciations constatées sur les actifs est indiqué en Note n° 8 de l'annexe.

Créances clients et comptes rattachés

Les créances ont été évaluées pour leur valeur nominale. Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Comptes Courants d'associés

Le détail des comptes courants détenus sur les filiales est indiqué en note n° 3 de l'annexe.

Créances Glissantes (ex : article 58 du Code de la Sécurité Sociale) : pour les établissements et services dont le tarif a été fixé sous forme de prix de journée jusqu'en 1985, et sous forme de dotation globale à partir de cette date, les règlements effectués par l'Etat en 1986 au titre des facturations de prix de journée 1985 sont déduits des versements mensuels de la dotation globale, le solde de la dotation étant versé l'année suivante et ainsi de suite.

Les techniques financières décrites ci-dessous en vigueur aboutissent à un rajeunissement permanent de cette créance qui en cas de :

- Fermeture d'établissement est due par la Sécurité Sociale,
- Dévolution à une autre association est transférée à cette association.

En conséquence, aucune dépréciation n'est à constituer sur ces créances.

Au sein de l'établissement ESAT Social Caravelle demeure une créance glissante d'un montant de **93 166 euros** constatée dans le poste « créances usagers » à l'actif du bilan.

i) Trésorerie - Emprunts

- **Disponibilités :** lorsque des accords de fusion de comptes ont été obtenus et contractualisés avec les banques, il est procédé à la compensation des soldes débiteurs et créditeurs desdits comptes. Le solde est présenté soit à l'actif, soit au passif suivant la situation nette pour chacune des banques. Les facilités de caisse accordées par les différents établissements bancaires partenaires sont donc présentées au passif du bilan quand elles sont consommées dans la limite de 19.9 Me en 2024.

- **Valeurs mobilières de placement :**

Titres : ils sont valorisés à leur coût d'acquisition selon la méthode du premier entré – premier sorti. Des dépréciations sont constatées lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à sa valeur comptable.

A la clôture, le relevé des valeurs s'élève à 204 ke, contre une valeur de prix de revient global comptabilisé de 205 ke.

Comptes à Terme – Dépôt à Terme : ils sont constatés pour leur valeur nominale dans le poste Valeurs mobilières de placement. A la clôture, les intérêts courus non échus sont estimés et comptabilisés dans le même poste et une provision pour charge d'impôts est enregistrée au passif du bilan dans la rubrique provision pour risques et charges.

Au 31/12/2024, l'association ne dispose pas de comptes à terme.

Contrats de capitalisation en euros : ils sont constatés pour leur valeur nominale dans le poste Valeurs mobilières de placement. A la clôture, les intérêts courus non échus sont estimés et comptabilisés dans le même poste et une provision pour charge d'impôts est enregistrée au passif du bilan dans la rubrique provision pour risques et charges.

Courant 2024, 5 394 ke de contrats ont été rachetées ainsi que 542 ke d'intérêts courus. Une reprise de la provision pour impôts correspondantes a été réalisée pour 108 ke.

Ainsi au 31/12/2024, **les contrats de capitalisation en euros s'élèvent à 79 ke**, les intérêts courus de l'exercice à 11 ke et la provision pour impôts à 2 ke.

- **Emprunts :** les emprunts sont comptabilisés en valeur brute (montant en capital).

j) Apports en Fonds Associatifs avec Droit de reprise

Apports Reçus avec Droit de Reprise : ils sont constatés au passif du bilan dans les fonds propres complémentaires. Les engagements liés au droit de reprise sont précisés dans la note n° 22 – engagements donnés.

Apports Versés avec Droit de Reprise : les apports en fonds associatifs sont constatés en charges exceptionnelles l'année de l'octroi de l'apport. Les engagements liés au droit de reprise sont précisés dans la note n° 22 – engagements reçus. Lors du remboursement de l'apport, un produit exceptionnel est constaté.

Groupe SOS Jeunesse a remboursé, en 2024, les AFADR de 1.950 ke qui lui avaient été octroyés par Groupe SOS Solidarités en 2009.

k) Subventions d'investissement

Dans le cadre de différentes conventions signées avec les financeurs, des subventions ayant pour objet la réalisation d'investissements, sont comptabilisées, lors de leur notification, au passif du bilan en subvention d'investissement.

Ces subventions sont rapportées au compte de résultat d'exploitation au même rythme que les actifs subventionnés.

Les quotes-parts de subvention restant à transférer au compte de résultat s'élèvent au 31/12/2024 à **10 778 167 euros**.

I) Provisions réglementées :

Ces provisions sont constituées en tenant compte des dispositions réglementaires suivantes :

- Couverture du besoin en fonds de roulement (article R.314-48 du C.A.S.F.)
- Renouvellement des immobilisations (article D.314-206 du C.A.S.F.)
- Amortissements dérogatoires (voir rubrique e)
- Réserves des plus-values nettes d'actifs (articles R.314-81 et R314-95 du C.A.S.F.)

Le détail des provisions réglementées est présenté en Note n° 8 de l'annexe.

I.1) Couverture du besoin en fonds de roulement

En application de l'article R.314-48 du C.A.S.F., les provisions réglementées, destinées à renforcer la couverture du besoin en fonds de roulement ou pour faire face à des difficultés de trésorerie en ayant recours à l'emprunt, peuvent être constituées en cas d'autorisation préalable des autorités de tarification.

Les provisions non autorisées préalablement correspondent à des pré-affectations de résultat des activités soumises à approbation des autorités de tarification.

Les flux constatés au cours de l'exercice sont les suivants :

En euros	31.12.2023	Fusion	Dotation	Reprise	31.12.2024	Autorisé par les autorités de tarification
CSAPA Ressources - AVAPT	55 774				55 774	55 774
CSAPA Camargues - MAS Thibert	15 000				15 000	15 000
CSAPA Nice	9 147				9 147	9 147
CSAPA Entracte Montpellier	30 000				30 000	30 000
CSAPA Intermède	20 000				20 000	20 000
Solidarite_CSAPA Marseille	79 646				79 646	79 646
CAARUD Sleep'In Marseille	106 195				106 195	106 195
CAARUD le Patio	20 000				20 000	20 000
ACT Altaïr		1 646			1 646	1 646
ACT Marseille & Aix	37 000				37 000	37 000
ACT Bordeaux	60 000				60 000	60 000
ACT Perpignan	40 000				40 000	40 000
ACT 93	60 000				60 000	60 000
ACT Vaucluse	36 500				36 500	36 500
CHRS Villa Fromentin	80 000				80 000	80 000
Foyer Les Guérins	55 000				55 000	55 000
IME ADAM SHELTON	75 000				75 000	75 000
Provisions de trésorerie	779 262	1 646	-	-	780 908	780 908

1.2) Renouvellement des immobilisations

En application de l'article D.314-206 du C.A.S.F., une provision pour renouvellement des immobilisations peut être comptabilisée en cas d'autorisation préalable des autorités de tarification. Elle est destinée à compenser les charges d'amortissement et les frais financiers liés à la réalisation d'un investissement à venir.

Les provisions non autorisées préalablement correspondent à des pré-affectations de résultat des activités soumises à approbation des autorités de tarification.

Les flux constatés au cours de l'exercice sont les suivants :

En euros	31.12.2023	Fusion / Variation de périmètre	Dotation	Reprise	31.12.2024	Autorisé par les autorités de tarification
ACT Lou Cantou	15 000				15 000	15 000
LAM Maupassant Nice	160 000				160 000	160 000
CHU Danube	7 000				7 000	7 000
CHRS Buzenval	946				946	946
SAO ADEJO	150 000			-9 212	140 788	140 788
Pole Logements Accompagnes 13	11 781			-11 781	0	0
CAMSP de Saint Avoird	40 000				40 000	40 000
CMPP La Corniche AEEA	9 986				9 986	9 986
ESAT Social Caravelle	12 592			-3 447	9 145	9 145
FAM des Maraichers	38 667				38 667	38 667
FAM Enchenberg	1 542				1 542	1 542
Foyer de vie des Guérins	90 160				90 160	90 160
IES La Corniche	518 656			-11 385	507 271	507 271
IME Edelweiss		433 333		-16 667	416 667	416 667
IME Jean Richepin	138 505				138 505	138 505
IME L'Odysee - Maison Alfort	75 720				75 720	75 720
IME Anatole France - Créteil	1 175 267				1 175 267	1 175 267
UMI-EST_Unité Intervention Mobile 77	11 684				11 684	11 684
Le foyer d'Hébergement Caravelle	1 800				1 800	1 800
MAS de Vic sur Seille	15 764				15 764	15 764
MAS d'Ormesson	84 512				84 512	84 512
MAS Jardins Giovanelli - Bobigny	236 886				236 886	236 886
MAS Kourou	337 684				337 684	337 684
MAS Monique Meze	119 874				119 874	119 874
MAS Pressensé 93	365 656				365 656	365 656
SESSAD Pavillon Royal - Nandy	33 211				33 211	33 211
SESSAD Iris	10 000				10 000	10 000
SIDISS Marseille	8 398			-8 398	0	0
ESRP	306 662				306 662	306 662
ESPO	80 809				80 809	80 809
CADA de Gretz	5 000				5 000	5 000
CADA La Luciole	40 453				40 453	40 453
Prov. renouvellement des immos	4 104 216	433 333	0	-60 890	4 476 660	4 476 659

Au titre de l'exercice 2024, **60 890 euros** ont été repris et **433 333 euros** d'augmentation proviennent des apports partiels d'actifs. A la clôture, le solde de ces provisions s'élève à **4 476 660 euros**.

1.3) Réserves des plus-values nettes d'actifs

En application des articles R.314-81 et R314-95 du C.A.S.F., les provisions réglementées « réserves des plus-values nettes d'actif immobilisé » et les provisions réglementées « réserves des plus-values nettes d'actif circulant peuvent être constituées ».

Au cours de l'exercice **1 668 euros** ont été dotés et **36 873 euros** d'augmentation proviennent des fusions et apports partiels d'actifs portant ainsi le solde à la clôture s'élève donc à **4 287 304 euros**.

m) Provisions pour risques et charges :

Les provisions pour risques et charges sont déterminées, conformément au règlement A.N.C. 2014-03 en retenant les risques identifiés et rendus probables par un événement en cours à la clôture de l'exercice.

Certaines provisions pour risques et charges, octroyées par les autorités de contrôle sont dérogatoires au règlement A.N.C. 2014-03 et correspondent aux compléments de financement par les autorités de tarification avant leur engagement effectif par notre association.

La note n° 8 de l'annexe récapitule les mouvements ayant affecté ces provisions.

m-1) Provisions Prud'hommes

Les provisions pour risques prud'hommes et autres litiges sont évalués en conformité avec le règlement ANC 2014-03. A la clôture, le solde de ces provisions s'élève à **1 097 494 euros**.

m-2) Gros entretiens et grandes révisions

Les provisions pour gros entretiens ou grandes révisions incluent les règles applicables à compter du 1er janvier 2002 concernant la définition des gros entretiens ou grandes révisions. Ces règles excluent clairement les dépenses de remplacement d'actif pour ne garder que les dépenses d'entretien.

Le règlement ANC 2014-03 précise trois conditions nécessaires à la constitution de provisions :

- L'obligation probable de l'association à l'égard d'un tiers à la date de la clôture,
- La sortie probable de ressources à l'égard d'un tiers à la date de la clôture,
- La possibilité d'estimer cette sortie de ressources avec une fiabilité suffisante.

Les provisions constituées par certaines entités remplissent en partie les deux premières conditions prévues par le règlement ANC 2014-03, à savoir l'existence d'une obligation implicite à la date de l'arrêté des comptes qui entraînera une sortie probable de ressources à cette date, sans contrepartie.

Ces provisions ont été estimées pour certaines sur la base des frais engagées dans le passé ou dans d'autres entités, pour des travaux de nature comparable et/ou sur des devis ou des études spécifiques.

Le montant de ces provisions est de 4 912 968 euros au 31 décembre 2024.

m-3) Engagements de retraite

Les engagements de retraite sont provisionnés conformément aux accords obtenus par les autorités de tarification, pour le personnel âgé de plus de 50 ans. (Voir § C1 ci-dessous).

La provision pour indemnités de fin de carrière est évaluée selon les hypothèses suivantes :

- Prise en compte d'un taux d'actualisation 3.38 %,
- Coefficient de calcul de l'indemnité en application des conventions Collectives applicables à l'association : les CCN 1951 et CCN 1966,
- Nombre de droits acquis en fonction des années de présence pour chacun des salariés
- L'âge de départ à la retraite est fixé à 67 ans,
- Application d'une probabilité de présence jusqu'à la retraite (rotation et espérance de vie),
- Il est tenu compte du salaire du mois de décembre en appliquant à celui-ci le nombre d'années acquis au divisé par le nombre d'années restant à courir avant l'âge du départ à la retraite (taux de progression des salaires).
- Taux de charges sociales et fiscales retenu à 50%.

Ces engagements sont détaillés en note n° 22 de l'annexe.

m-4) Risque de Reversement de subventions

Le risque de reversement de subventions a été évalué à la clôture à 4 173 ke (contre 5 463 ke en 2023) et constaté en provisions pour risques et charges.

Compte tenu des structures de financement ; ces risques sont constatés essentiellement dans les pôles Habitat et Santé pour 2 437 ke (dont CHU & HU : 896 ke et LHSS : 527 ke), et Asile et Intégration pour 1 484 ke (dont les HUDA : 1 248 ke).

n) Fonds dédiés

Les fonds dédiés enregistrent la partie des ressources affectées par des tiers financeurs à des projets définis qui n'a pas encore pu être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard.

Les fonds dédiés relatifs à des immobilisations amortissables : l'entité rapporte en produits le montant du bien sur la même durée que celle retenue pour l'amortissement de l'immobilisation.

Le détail des fonds dédiés est présenté en Note 9.

Note 1. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES, CORPORELLES ET FINANCIERES

Valeur Brute en euros	Valeur brute début exercice	Acquisitions	Cessions	Réévaluation	Fusions	Variation de Périmètre	Variation de change	Virement poste à poste	Autres mouvements	Valeur brute fin exercice
Frais établissement et de développement	354 166		-25 534			116 874				445 506
Autres immobilisations incorporelles	1 460 083	97 097	-105 117		3 422	34 171		578	-859	1 489 375
Immobilisations Incorporelles	1 814 249	97 097	-130 651		3 422	151 045		578	-859	1 934 881
Terrains	13 418 702					290 062				13 708 764
Constructions	69 757 179	309 584	-36 708		2 284 935	10 807 559		2 527 184		85 649 733
Instal. techniques matériel et outillage	4 418 177	323 574	-426 284		2 489	311 398		-16 919	-6 879	4 605 556
Instal. générales, aménagements divers	29 044 128	6 377 973	-1 309 170		558 849	704 694		503 096	-971	35 878 599
Matériel de transport	1 889 511	249 309	-156 143		65 409	277 787				2 325 873
Matériel de bureau et informatique	4 458 256	638 516	-473 139		68 706	185 587		3 644	-236	4 881 334
Mobilier	6 661 709	535 979	-499 434		50 163	521 193		4 963	-24 527	7 250 046
Autres	6 644 134	1 072 816	-708 297		8 752	9 741		17 522		7 044 668
Immobilisations corporelles en cours	2 470 520	650 859						-2 687 111	-127 764	306 504
Avances et acomptes	360 875	1 762 652						-352 957	-5 327	1 765 243
Biens reçus par legs destinés à être cédés										
Immobilisations Corporelles	139 123 191	11 921 262	-3 609 175		3 039 303	13 108 021		-578	-165 704	163 416 320
Participations	23 869 395	56 400	-90		30					23 925 735
Prêts	3 815 328	534 025	-11 657		1 645					4 339 341
Autres titres et immobilisations financières	5 787 457	1 319 752	-356 209		380 486	10 680				7 142 166
Immobilisations Financières	33 472 180	1 910 177	-367 956		382 161	10 680				35 407 242
Total Valeurs Brutes	174 409 620	13 928 536	-4 107 782		3 424 886	13 269 746			-166 563	200 758 443

Note 2. AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Amortissements en euros	Valeur brute début exercice	Dotation	Diminution et Reprise	Réévaluations	Fusion	Variation de périmètre	Variation de change	Virement poste à poste	Autres mouvements	Valeur brute fin exercice
Frais établissement et de développement	343 608	1 405	-25 534			87 377				406 856
Autres immobilisations incorporelles	998 966	226 137	-95 881		3 422	28 635		628		1 161 907
Immobilisations Incorporelles	1 342 574	227 542	-121 415		3 422	116 012		628		1 568 763
Terrains	1 287 891	15 163								1 303 054
Constructions	37 763 273	2 743 952	-36 708		1 046 521	3 714 089				45 231 127
Instal. techniques matériel et outillage	3 693 972	225 671	-426 285		838	294 461		-16 923		3 771 734
Instal. générales, aménagements divers	15 452 095	3 596 109	-1 307 173		171 854	587 825			-1 565	18 499 145
Matériel de transport	1 352 626	239 376	-156 143		17 563	238 242				1 691 664
Matériel de bureau et informatique	3 100 097	777 158	-458 267		45 445	157 875		-700	-236	3 621 372
Mobilier	4 751 120	716 809	-499 434		15 964	466 399		1 201		5 452 059
Autres	4 631 802	931 278	-708 297		2 886	9 475		15 794		4 882 938
Immobilisations Corporelles	72 032 876	9 245 516	-3 592 307		1 301 071	5 468 366		-628	-1 801	84 453 093
Total Amortissements	73 375 450	9 473 058	-3 713 722		1 304 493	5 584 378			-1 801	86 021 856

Note 3. FILIALES ET PARTICIPATIONS

	Informations financières							Valeur comptable des titres détenus		Valeur comptable des Prêts et avances accordés		Autres renseignements	
	Année de référence	Capital	Capitaux propres autres que le capital	Quote-Part de capital détenue (en %)	Quote-Part de capitaux propres (en valeur)	Résultat	Chiffre d'affaires HT	Brute	Nette	Brute	Nette	Cautions et avals donnés	Dividendes encaissés
Groupe SOS Coopérative Immobilière	2 024	1 812 420	36 511 303	95,73%	36 687 300	-5 719 235	14 697 113	12 999 495	12 999 495	7 854 282	7 854 282	1 538 637	
Groupe SOS Participations	2 024	1 475 000	-210 441	62,71%	793 005	-136 868	33 352	925 000	925 000	50 689	50 689		
Groupe SOS Solidarités SCI	2 024	9 859 300	2 131 206	99,99%	11 989 307	749 426	4 200 950	9 858 800	9 858 800	11 305 643	11 305 643	350 000	
Le Prisme	2 024	110 000	nd	51,00%	56 100	nd	nd	56 100	56 100	102 635	102 635		
Total des Filiales								23 839 395	23 839 395	19 313 249	19 313 249	1 888 637	-
Alliance Gestion - GIE	2 024	200 100	0	40,07%	80 180	0	28 351 696	80 190	80 190				
GSOS Transition Ecologique & Action Territoriale	2 024	1 000	-5 408 831	25,00%	-1 351 958	-4 098 242	2 556 081	250	250	1 239 415	1 239 415	448 441	
GCSMS Un Chez Soi d'Abord Perpignan	2 024	900	202 181	33,33%	67 687	203 081	281 888	300	300				
GCSMS Un Chez Soi d'Abord Marseille	2 023	7 000	525 720	14,29%	75 103	233 592	3 126 518						
GCS Guyasis	2 023	70 000	19 129	8,00%	7 130	-71 221	3 099 313	5 600	0				
Total des Participations								86 340	80 740	1 239 415	1 239 415	448 441	-
Total des Filiales et Participations								23 925 735	23 920 135	20 552 664	20 552 664	2 337 078	0

Note 4. STOCKS

En euros	31/12/2024	31/12/2023
Achats de matières premières et autres fournitures		
Produits pharmaceutiques & matériel médical	22 759	23 110
Alimentation		
Produits d'entretien	6 664	8 076
Fournitures d'hôtelleries, alèses		
Fournitures consommables & divers	48 685	113 492
Matières premières et autres approvisionnements	78 108	144 678
Encours - Immeubles et autres biens		
Encours - Prestations de services		
Encours de production		
Produits résiduels et autres		
Produits finis – Biens	6 112	10 778
Produits intermédiaires et finis	6 112	10 778
Marchandises		
TOTAL BRUT	84 220	155 456
Dépréciations		
TOTAL NET	84 220	155 456

Note 5. ETAT DES CREANCES ET DETTES

ETAT DES CREANCES	DEGRE DE LIQUIDITE DE L'ACTIF		
	Montant Brut	1 an au plus	plus d'1 an
Créances rattachées à des participations			
Prêts (1)	4 339 341	12 085	4 327 256
Autres immobilisations financières	6 804 320		6 804 320
Clients douteux	1 653 394	1 653 394	
Usagers, clients et comptes rattachés	24 649 851	24 649 851	
Créances reçus par legs ou donations destinés à être cédés			
Personnel et comptes rattachés	210 905	210 905	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	1 411 814	1 411 814	
Etat et collectivités publiques	12 160 496	10 717 005	1 443 491
Groupe et associés	20 552 663	7 769 047	12 783 616
Autres créances	18 268 190	10 649 486	7 618 704
Charges constatées d'avance	2 698 478	2 698 478	
TOTAL GENERAL	92 749 452	59 772 065	32 977 387
(1) Montant :			
- Prêts accordés en cours d'exercice	534 025		
- Remboursements obtenus en cours d'exercice	11 657		

ETAT DES DETTES	DEGRE D'EXIGIBILITE			
	Montant Brut	1 an au plus	à plus d'un an moins 5 ans	à plus de 5 ans
Emprunt obligataire (2)				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	21 693 060	5 117 853	5 646 928	10 928 279
Emprunts et dettes financières divers (2)	14 757 559	1 329 325	4 084 677	9 343 557
Dettes des legs ou donations				
Fournisseurs et comptes rattachés	18 303 307	18 303 307		
Personnel et comptes rattachés	11 808 264	11 808 264		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	18 715 114	18 715 114		
Etat et collectivités publiques	3 335 343	3 335 343		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	59 984	59 984		
Groupe et associés	300	300		
Autres dettes	6 273 303	6 117 483	100 000	55 820
Produits constatés d'avance	6 501 453	4 802 006	1 699 447	
TOTAL	101 447 687	69 588 979	11 531 052	20 327 656
(2) Montant :				
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice	2 628 508			

Note 6. VARIATION DES FONDS PROPRES

	Montant début exercice	Affectation résultats	Retraitements	Transf. Asso. Mutual. CPOM	Fusions / Reprises	Variation de périmètre	Dotation exercice	Reprise exercice	Montant fin exercice
Fonds propres									
Fonds propres sans droit de reprise	6 039 964				89 945				6 129 909
Fonds Propres statutaires	960 814								960 814
Fonds Propres complémentaires	5 079 150				89 945				5 169 095
Fonds propres avec droit de reprise	1 350 000				80 798				1 430 798
Fonds Propres statutaires									
Fonds Propres complémentaires	1 350 000				80 798				1 430 798
Ecarts de réévaluation	4 457 362								4 457 362
Réserves	50 589 157	1 960 431			808 014	1 194 998			54 552 600
Réserves statutaires ou contractuelles									
Réserves pour projet de l'entité	10 976				534				11 510
Autres réserves (dont investissement)	3 360 576	-28 419			132 396	319 975			3 784 528
Réserves ESMS sous gestion contrôlée	47 217 605	1 988 850			675 084	875 023			50 756 562
Investissement	23 981 519	581 066			411 605	117 777			25 091 967
Compensation	14 871 364	1 060 751			187 973	271 508			16 391 596
Compensation des charges d'amortissement	4 987 253	33 319			50 000				5 070 572
Trésorerie	3 377 469	313 714			25 506	485 738			4 202 427
Report à nouveau	-32 148 295	-5 930 153			127 353	-282 330			-38 233 425
RAN des ESMS sous contrôle de tiers	-3 292 239	-310 141		-608 903	208 669	-345 121			-4 347 735
Résultats soumis à approb. des autorités de tarification	3 540 833	758 614		-637 456	334 609	-345 121			3 651 479
Charges rejetées par l'autorité	576 795	22 738		38 938					638 471
Charges dont la prise en compte est différée	-7 409 867	-1 091 493		-10 385	-125 940				-8 637 685
Autres Reports à nouveau	-28 856 056	-5 620 012		608 903	-81 316	62 791			-33 885 690
Activités des ESMS sous gestion libre	-1 211 175	-1 939 250		468 091		62 791			-2 619 543
Autres activités	-27 644 881	-3 680 762		140 812	-81 316				-31 266 147
Résultat de l'exercice	-3 870 021	3 969 742			-123 372	23 651		-6 258 728	-6 258 728
Activités ESMS sous gestion contrôlée	-1 225 973	996 213			206 109	23 651		-2 344 827	-2 344 827
Autres activités	-2 644 048	2 973 529			-329 481			-3 913 901	-3 913 901
Situation Nette	26 418 167	20			982 738	936 319		-6 258 728	22 078 516
Subventions	10 697 285						497 750	-416 868	10 778 167
Provisions réglementées	13 502 689				3 737	469 759	582 558	-60 889	14 497 854
TOTAL	50 618 141	20			986 475	1 406 078	1 080 308	-6 736 485	47 354 537

Note 7. TABLEAU EXPLICATIF DU RESULTAT

Nom de l'établissement	Résultat	en Gestion Contrôlée ESMS	en Gestion Libre ESMS	en Gestion Libre Aut. Activités	Variation Périmètre
127_ACT Housing First Guyane	38 712	38 712			
146_ACT & AT Lou Cantou	70 176	70 176			
149_ACT Confluences	15 733	15 733			
212_ACT Marseille-Aix	49 518	49 518			
215_ACT Bordeaux	22 531	22 531			
217_ACT Guyane	410 396	410 396			
218_ACT Perpignan	56 281	56 281			
219_ACT Carcassonne	83 384	83 384			
233_ACT Nice	218 249	218 249			
236_ACT 75	-5 496	-5 496			
237_ACT 93	192 606	192 606			
238_ACT 94	27 217	27 217			
248_ACT Vaucluse	6 208	6 208			
249_ACT Clermont Ferrand	-25 013	-25 013			
21381_Pole Est Guyanais - ACT-LAM-LHSS	541 812	541 812			
25031_ACT Altair	33 620	33 620			Fusion - Entrée
169_LAM Wangari Maathai - 95	3 103	3 103			
167_LAM Maupassant Nice	133 016	133 016			
289_LAM Fontainieu	-3 761	-3 761			
297_LAM Olympiades 93	119 161	119 161			
23211_LAM 11	83 024	83 024			Ouverture 2024
161_LHSS Longwy	0	0			
209_LHSS Maubeuge	-3 903	-3 903			
211_LHSS Trèbes	13 385	13 385			
235_LHSS Nice Maupassant	36 521	36 521			
247_LHSS Fontainieu	-28 278	-28 278			
253_LHSS 93 - Les Voisins	-49 533	-49 533			
178_CHRS Velten - ex-RHVS Coco Velten	154 988	154 988			Transfo. 2024 En Fermeture
206_CHRS Fromentin	0	0			
207_CHRS Rosa Parks	14 392	14 392			
229_CHRS Plurielles	18 422	18 422			
234_CHRS Villa Fromentin	48 716	48 716			
239_CHRS Buzenval	78 860	78 860			
268_CHRS Danube	43 363	43 363			
282_CHRS Chez Simone - ex-Ecole Saint Louis	-76 798	-76 798			
295_CHRS Copernic - Tremplin	32 541	32 541			
23151_CHRS Minoterie	-117	-117			
25021_CHRS Altaïr	28 807	28 807			Fusion - Entrée
25061_CHRS Nord	-13 181	-13 181			Fusion - Entrée
224_Adejo	92 390	92 390			
185_Accueil de jour Le Passage Avignon	0			0	
100_CHU Boileau	0			0	Clos 2024
121_CHU Pachamama Nice	29 871			29 871	
129_CHU Coeur 93	-362 546			-362 546	
160_CHU Marais	192 724			192 724	
184_CHU Villeneuve Triage	22 816			22 816	
296_CHU Ephémère				0	Clos 2024
21411_CHU Balanos - Le Tchan	9 503			9 503	
23101_CHU Courcelles	5 838			5 838	
23001_CHU Paray	0			0	
23181_CHU Bonne Nouvelle	-40 931			-40 931	Ouverture 2024
23221_CHU Partage	0			0	Ouverture 2024
280_AHI 13 - ex-UHU La Madrague	0			0	
168_HU Lille	0			0	
176_HU Bordeaux	-22 090			-22 090	
23061_HU Jasse de Maurin	0			0	
177_CIN Halte				0	Clos 2024
188_CHUM L'Escale Avignon	0			0	
23091_EMSP 06 Nice	89 190	89 190			
23011_EMSP 11 Trebes	28 688	28 688			
25051_EMSP Altaïr	3 765	3 765			Fusion - Entrée

Nom de l'établissement	Résultat	en Gestion Contrôlée ESMS	en Gestion Libre ESMS	en Gestion Libre Aut. Activités	Variation Périmètre
21331_EMSP 93	-85 109	-85 109			
23171_EMSP Coc Home	0	0			Ouverture 2024
23021_ESSIP 66 Perpignan	6 456	6 456			
23071_ESSIP 92	187 478	187 478			Fusion - Entrée
145_ESSIP 94 Val de Marne	119 887	119 887			
254_Intermédiation locative Ile de France - Solibail	0			0	En Fermeture
162_Intermédiation locative Pagis	152			152	
163_Intermédiation locative Lille	-162 848			-162 848	
186_Intermédiation locative Clermont	0			0	
208_Intermédiation locative Gironde	-158 372			-158 372	
23121_IML SOS DIC2LA	-54 969			-54 969	Scission Etab.
164_Solibail antenne 92-95	-531 369			-531 369	
166_Solibail antenne 91-94	-118 701			-118 701	
165_Logements Accompagnés 77-93	171 465			171 465	
266_Logements Accompagnés 13	-59 643			-59 643	
23161_PHA 13_Pole Hebergement Accompagné	38 338			38 338	Ouverture 2024
258_Louez Solidaire	-143 256			-143 256	
221_Maison Relais Nice	-282			-282	
240_Maison Relais Terre Neuve	4 811			4 811	
252_Maison Relais Marseille La Bastide	4 044			4 044	
113_Plateforme Sociale du Lauragais	-17 437		-17 437		
23231_Plateforme du Tarn et Garonne	0			0	Ouverture 2024
242_Résidence Sociale 93	0			0	Clos 2024
23031_Pension Famille Jasse de Maurin	0			0	
195_Mana	1 080			1 080	En Fermeture
22101_Metiers de la Sécurité-JOP 2024	-412			-412	
23191_Espace Culturel L'Escaut	0			0	Ouverture 2024
23131_Ensemble AVDL	22 234			22 234	Scission Etab.
Solidarités - Habitat & Santé	1 641 425	2 811 404	-17 437	-1 152 543	
261_ESAT Caravelle Commercial	-69 289		-69 289		
265_ESAT Caravelle Social	-60 121	-60 121			
267_FAM Maraichers	-779 434	-779 434			
223_Foyer de Vie - Camille Claudel	-177 544	-177 544			
691_Foyer Vie et FAM Le Cottage	-595 264	-595 264			
130_IME Tedybear	-1 053 933	-1 053 933			
685_IME Pavillon Royal	27 880	27 880			
686_IME Jean Richepin	-281 592	-281 592			
687_IME Adam Shelton	335 688	335 688			
688_IME L'Odysee	224 098	224 098			
689_IME Anatole France Créteil	185 535	185 535			
231_MAS Pressensé	-1 509 366	-1 509 366			
270_MAS Monique Mèze	442 261	442 261			
682_MAS Les Jardins Giovanelli_Bobigny	-1 449 768	-1 449 768			
683_MAS Pavillon Royal	-98 066	-98 066			
943_MAS d'Ormesson	-1 185 098	-1 185 098			
182_SAMSAH Maraichers	85 743	85 743			
684_SESSAD Pavillon Royal	-88 672	-88 672			
690_UMI Unité Intervention Mobile 77	36 029	36 029			
23251_Unité Résidentielle 93	80 612	80 612			Ouverture 2024
692_Egaldia	80 861	80 861			
693_PCPE 93	157 478	157 478			
Solidarités - Handicap - CPOM - IDF	-5 691 961	-5 622 672	-69 289	0	
541_CMPP CMPP La Corniche - Villa Malibran	18 853	18 853			
542_IME La Corniche	-98 845	-98 845			
544_ITEP La Corniche	-88 779	-88 779			
256_SESSAD Iris - Toulouse	38 099	38 099			
543_SESSAD La Corniche	259 915	259 915			
Solidarités - Handicap - CPOM - Occitanie	129 243	129 243	0	0	

Nom de l'établissement	Résultat	en Gestion Contrôlée ESMS	en Gestion Libre ESMS	en Gestion Libre Aut. Activités
123_SIDISS Marseille	0			0
871_CAMSP de Saint Avoird	48 182	48 182		
271_FAM Le Haut d'Antibes	-190 128	-190 128		
823_FAM La Maisonnée	-37 817	-37 817		
824_FAM Fleur de Vie	-34 755	-34 755		
874_EAM Tandem - ex-FAM Marly	-429 040	-429 040		
825_FAS Crehange	-25 727	-25 727		
875_FAS Nouvel Horizon - ex-Marly	-306 285	-306 285		
262_Foyer d'Hébergement Caravelle	-51 186	-51 186		
214_Foyer des Guérins	-206 527	-206 527		
273_Foyer de vie Tahiti	9 179	9 179		
193_IME Le Nid	633 471	633 471		
264_IME Edelweiss	575 691	575 691		
228_MAS Kourou	813 386	813 386		
255_MAS 93 Bois Doré - ex-Virginie	-27 558	-27 558		
822_MAS Les Vignes	-196 618	-196 618		
227_SAMSAH Bordeaux	80 959	80 959		
257_SAVS Les Iris	10 343	10 343		
183_Plateforme Rétablissement	184 124	184 124		
274_Souffleurs de Sens - CRTH	-150 861			-150 861
196 - ESRP	11 907	11 907		
198 - ESPO	-12 056	-12 056		
Solidarités - Handicap	-4 864 034	-4 643 884	-69 289	-150 861
179_CADA Cergy	83 842	83 842		
203_CADA des Colombes - ex-Gretz-Armainvilliers	-23 511	-23 511		
277_CADA Paris Petit Cerf	128 582	128 582		
291_CADA Clos Langlet	51 356	51 356		
170_CPH Boucle de Seine	30 658	30 658		
172_CPH Argenteuil Bezons	120 813	120 813		
174_CPH Essonne	65 160	65 160		
105_HUDA F1 A Einstein Aulnay	255 600			255 600
114_HUDA Clos Langlet Grigny	36 711			36 711
171_HUDA Sartrouville	-29 100			-29 100
173_HUDA Orangis - ex-Mennecy	24 543			24 543
175_HUDA Aulnay	152 627			152 627
286_HUDA Paris	252 772			252 772
Solidarités - Asile - CPOM - IDF	1 150 054	456 901	0	693 153
124_CARSA Lafayette	0			0
106_CADA Arles	-7 771	-7 771		
213_CADA des Grands Lacs Biscarosse	24 503	24 503		
21311_CADA Aubagne	-23 993	-23 993		
278_CADA Nantes Métropole	-26 076	-26 076		
279_CADA La Luciole (Nîmes)	6 099	6 099		
281_CADA Marseille	-9 074	-9 074		
283_CADA Bordeaux	-255	-255		
284_CADA Rouen	1 046	1 046		
285_CADA Montpellier Elisa	-4 000	-4 000		
292_CADA Bassin de Thau - Sete	-72 835	-72 835		
293_CADA Grand Dax	-3 678	-3 678		
294_CADA Lille	-62 305	-62 305		
23051_CADA 85 DIC12LA	-10 050	-10 050		
287_SAAR	0			0
200_CPH Libourne	-8 340	-8 340		
251_CPH Rouen	84 153	84 153		
23201_HUDA Le Marais (Guyane)	0	0		
107_CAPSE	220 593			220 593
23281_AGIR Aisne 02	2 386			2 386
21321_AGIR Ensemble 06	450 421			450 421
23041_AGIR Ensemble 33 - Gironde	18 341			18 341
21421_AGIR PDL 44 - 85	195 704			195 704
23241_AGIR 76	34 426			34 426
21401_AGIR Ensemble 94	624 379			624 379
23111_MAPII SOS DIC12	-26 295			-26 295
23141_MAPII Ensemble	55 834			55 834
Solidarités - Asile et Intégration	2 613 269	344 326	0	2 268 944

Nom de l'etablissement	Résultat	en Gestion Contrôlée ESMS	en Gestion Libre ESMS	en Gestion Libre Aut. Activités	Variation Périmètre
102_ CAARUD Kaleidoscope	13 628	13 628			
115_ CAARUD Nice Lou Passagin	142 722	142 722			
117_ CAARUD Axxess Montpellier	28	28			
137_ CAARUD Sleep'in Marseille	48 193	48 193			
139_ CAARUD Yucca 93	-5 205	-5 205			
143_ CAARUD Le Patio Nice	-19 025	-19 025			
181_ CAARUD Adissa	44 357	44 357			
23081_ CAARUD Axxess Béziers	-11 193	-11 193			APA - Entrée
108_ CSAPA Ressources	22 172	22 172			
110_ CSAPA Camargues (Mas Thibert et Maison Jaune)	29 268	29 268			
112_ CSAPA Emergence Nice	118 161	118 161			
116_ CSAPA Entracte Montpellier	24 373	24 373			
119_ CSAPA le Mas Saint-Gilles & Capitelles	42 082	42 082			
120_ CSAPA Intermède	28 682	28 682			
122_ CSAPA Val d'Adour	-14 312	-14 312			
125_ CSAPA Guyane	-28 516	-28 516			
134_ CSAPA La Corniche	118 369	118 369			
135_ CSAPA Point Marseille	76 558	76 558			
136_ CSAPA Danielle Casanova	47 902	47 902			
151_ CSAPA Paris (110 Les Halles - Sleep'in Paris -Confluence)	38 918	38 918			
180_ CSAPA Adissa	69 933	69 933			
23271_ CSAPA CTR Entracte Normandie	0	0			Ouverture 2024
625_ CSAPA Pays Haut - Longwy	208 108	208 108			
118_ Point Ecoute PEPA de Montpellier	18 127			18 127	
152_ TAPAJ	-2 249			-2 249	
153_ ARPEJ	15 300			15 300	
Solidarités - Addiction	1 026 380	995 201	0	31 178	
154_ PAIRS Marseille	-111 010			-111 010	
156_ PAIRS Lyon	-97 961			-97 961	
157_ PAIRS Lille	-116 974			-116 974	
246_ PAIRS Paris	-647 133			-647 133	
159_ PAIRS Mineurs				0	Clos 2024
187_ CPCA Guyane	25 937			25 937	
189_ CPCA ALCV	-193 694			-193 694	
158_ PPSMJ - Tremplin	-244 039			-244 039	
128_ La Parenthèse	-58 939			-58 939	
147_ La Cordée	-4 590			-4 590	
Solidarités - Justice	-1 448 403	0	0	-1 448 403	
290_ Ensemble vers l'insertion & l'emploi	68 285			68 285	
298_ ASSFAM	-223 311			-223 311	
967_ Artemis - Assfam Formation	0			0	
409_ Service Accompagnement Jules Cloquet	-338 108			-338 108	
126_ Odyssee	93 674			93 674	
Solidarités - Formation & Emploi	-399 460	0	0	-399 460	
199_ 1000 cafés	-220 257			-220 257	En Fermeture
Action Territoriale	-220 257	0	0	-220 257	
104_ Canem Felis	-143 760			-143 760	En Fermeture
205_ Le Campus - Les 4 Vents - Le Château	-477 556			-477 556	
Commerce & Services	-621 316	0	0	-621 316	
216_ Siège Groupe SOS Solidarités	-1 851 876	-1 851 876			
275_ DR Asile et Intégration	-11 325			-11 325	
155_ DR Handicap IDF	0	0			
109_ DR Marseille	0			0	
225_ DR Ile de France	0			0	
276_ DR Nouvelle Aquitaine	0			0	
241_ Projets Nationaux	-45 852			-45 852	Ouverture 2024
26321_ Asso AERE	-123 158			-123 158	Fusion - Entrée
197_ Association Alpha Plappeville	-39 253			-39 253	En Fermeture
21901_ Association Altair	-1 649			-1 649	Fusion - Entrée
232_ Association Groupe SOS Solidarités	-2 001 665			-2 001 665	
230_ Association détention de titres	88 447			88 447	
Groupe - Support	-3 986 331	-1 851 876	0	-2 134 456	
Résultat Global	-6 258 728	-2 344 828	-86 726	-3 827 174	
		-2 344 828	-3 913 900		

Note 8. PROVISIONS ET DEPRECIATIONS

	Montant début exercice	Dotation	Reprise utilisée	Reprise non utilisée	Fusions	Variations Périmètre	Autres mouvements	Montant Fin exercice
Provision pour couverture de BFR	779 262				1 646			780 908
Amortissements dérogatoires	756 733	46 851						803 584
Provisions s/ différence de réalisation - actifs immo.	4 184 559	1 668			447	36 426		4 223 100
Provision s/ différence de réalisation - actifs circulants	64 204							64 204
Provisions pour renouvellement des immobilisations	4 104 216		-60 889			433 333		4 476 660
Provision liée à l'Effort de Construction	3 613 715	534 039			1 644			4 149 398
Autres provisions réglementées								
TOTAL PROVISIONS REGLEMENTEES	13 502 689	582 558	-60 889		3 737	469 759		14 497 854
Provisions pour litiges salariaux	1 151 171	509 811	-387 799	-284 689	109 000			1 097 494
Provisions pour risques								
Provisions pour charges	108 687	1 458	-108 414					1 731
Provisions pour grosses réparations	4 908 307	35 303	-90 694	-5 838	65 890			4 912 968
Provisions pour départ à la retraite	939 249		-64 437	-57 410	77 516			894 918
Provisions pour fonds dédiés à l'ARTT & CET								
Provisions pour fermeture & restructuration	45 400	459 200						504 600
Autres provisions pour risques et charges	7 251 651	3 939 839	-2 328 820	-1 121 928	70 615	3 000		7 814 357
TOTAL PROV. POUR RISQUES ET CHARGES	14 404 465	4 945 611	-2 980 164	-1 469 865	323 021	3 000		15 226 068
Sur immobilisations :								
- incorporelles	33 269							33 269
- corporelles	36 355	19 804						56 159
- financières	1 800 212	293 613	-55 177	-61 883	21 194			1 997 959
Sur stocks et en cours								
Sur comptes clients	2 018 252	1 613 279	-275 565	-77 225				3 278 741
Autres dépréciations	2 971 274	815 271	-370 386	-100 742				3 315 417
TOTAL DEPRECIATIONS	6 859 362	2 741 967	-701 128	-239 850	21 194			8 681 545
TOTAL GENERAL	34 766 516	8 270 136	-3 742 181	-1 709 715	347 952	472 759		38 405 467
Dont dotations et reprises :								
- d'exploitation		6 658 503	-3 517 701	-1 647 832				
- financières		293 611	-55 177	-61 883				
- exceptionnelles		782 519	-60 890					
- pour impôts		1 458	-108 414					

Note 9. FONDS DEDIES

	Fonds à engager en début d'exercice	Reports	Utilisations	Dont Rembours	Transfert	Fusions / APA Groupe	Variations Périmètre Fusions / APA hors Groupe	Fonds restant à engager en fin d'exercice	Dont Fonds dédiés de plus de 2 ans
	A	B	C		D	E	F	G=A+B+C+D+E+F	
Immobilisations	4 475 508	1 924 008	-541 980	-440 834	-1 900 474	33 626	678 728	4 669 416	2 305 998
Immobilisations acquises	3 076 123	16 920	-654 521		2 036 406	164 439	749	4 640 116	
Travaux non immobilisés	535 079	3 330	-45 296		-73 962	23 550		442 701	288 871
Extensions de places	5 432 026	297 941	-1 908 107	-813 805	-59 514	27 774		3 790 120	2 761 120
Charges de personnel	2 561 086	464 436	-1 144 767		45 411	11 600		1 937 766	1 222 573
Gratifications stagiaires	533 587	35 997	-103 757			6 800		472 626	398 284
Financement formation	1 004 007	232 545	-196 010		-9 327	20 300		1 051 515	605 086
Qualité de vie au travail	31 519	2 859	-22 106					12 272	
Evaluations externes	167 313		-33 280			18 000		152 033	134 033
Produits pharmaceutiques et matériel RDR TSN & TROD	1 457 443	301 881	-234 824		-13 400	7 500		1 518 600	1 030 617
Interprétation traduction	612 157	10 000	-135 869		-30 600	25 000		480 689	424 929
Actions Ponctuelles	2 065 130	283 157	-250 317		15 806	71 962	6 000	2 191 736	1 572 947
COVID19	443 192		-432 496		-8 497	7 484		9 684	9 684
Matériel Médical	15 498							15 498	15 498
Aide aux usagers	62 346		-19 346					43 000	
Consultation Jeunes Consommateurs	78 260				-1 850			76 410	76 410
Appui Mutualisation	4 519		-4 519					0	
Maison des Femmes	33 182							33 182	33 182
Projet Personnes en grande précarité - grande marginalité	1 071 625		-244 356	-231 300				827 269	827 269
Projet Personnes en grande précarité	17 089							17 089	17 089
Séjours de répit	196 993		-63 325					133 668	133 668
Suivi Migrants	36 628							36 628	36 628
Projet Equipe Mobile	488 007		-28 839					459 168	459 168
Projet Aller Vers	125 879		-125 879					0	
Projet Santé Cuisine	17 655							17 655	17 655
Renforcement structure	26 972							26 972	26 972
Projet TAPAJ	60 000	65 121	-60 000					65 121	
Autres Projets	249 940	39 000	-68 083					220 856	118 924
FD s/ Contributions ATC	24 878 763	3 677 194	-6 317 678	-1 485 939	1	418 035	685 477	23 341 790	12 516 604

	Fonds à engager en début d'exercice	Reports	Utilisations	Dont Rembours	Transfert	Fusions / APA Groupe	Variations Périmètre Fusions / APA hors Groupe	Fonds restant à engager en fin d'exercice	Dont Fonds dédiés de plus de 2 ans
	A	B	C		D	E	F	G=A+B+C+D+E+F	
Immobilisations	578 532	267 669	-15 309		-496 071	526	3 310	338 656	141 452
Immobilisations acquises	411 314	768 367	-156 738		489 961	58 771		1 571 676	
Travaux non immobilisés	231 779	74 833	-191 148		7 510			122 975	
Travaux Curial	7 374		-7 374						
Extensions de places	61 603	30 452	-50 964					41 091	10 639
Charges de personnel	434 725	361 800	-322 046		45 000		32 134	551 612	101 302
Gratifications stagiaires	7 800							7 800	7 800
Financement formation	31 299	19 308	-18 116					32 491	9 754
Produits pharmaceutiques et matériel RDR TSN & TROD	472 606	322 061	-253 576					541 091	71 096
Actions Ponctuelles	868 209	151 793	-260 529		-1 401			758 073	528 832
COVID19	65 272		-65 272						
Dépenses Energétiques	74 833		-74 833						
Maison des femmes	50 000							50 000	50 000
Conseillers Numériques	46 710	63 078	-9 707					100 081	
Projet CHUM	41 834							41 834	41 834
Projet CHUF	33 460	4 676	-6 772					31 364	26 687
Projet HU Bordeaux	10 309							10 309	10 309
Projet Relocalisation Centres Hébergement	91 666		-91 666						
Projet Places Hivernales	107 853		-57 511					50 342	40 000
Projet CAPSE Essonne	412 107	231 432	-221 129					422 410	112 837
Projet OAM HERBLAY	74 368							74 368	74 368
Projet IML	148 700	42 872	-109 132					82 440	27 068
Projet IML Réfugiés		119 210						119 210	
Unité de soutien à la scolarisation	361 725		-104 398					257 327	257 327
AIR relocalise	27 413		-27 413						
ENVOL TOIT	33 825	20 738						54 563	
AVDL	97 849	43 117	-50 431					90 534	47 418
Mission Tapaj	3 225		-3 225					0	
NUMERIK AIR	1 508		-1 508						
Actions de lutte contre les Violences	60 124	50 111	-60 124					50 111	
Projet Déradicalisation	98 953	52 900	-77 819					74 034	19 612
Projet Eviction	54 631		-54 630						
Projet FLE	128 524	69 191	-68 945					128 770	

	Fonds à engager en début d'exercice	Reports	Utilisations	Dont Remboursé	Transfert	Fusions / APA Groupe	Variations Périmètre Fusions / APA hors Groupe	Fonds restant à engager en fin d'exercice	Dont Fonds dédiés de plus de 2 ans
	A	B	C		D	E	F	G=A+B+C+D+E+F	
Projet Afghans	64 480		-452					64 028	64 028
Projet Ukraine	1 439 629	364 717	-1 225 581					578 764	33 685
Projet ICONÉ	1 877							1 877	1 877
Actions Femmes	126 933	18 509	-37 182					108 260	58 211
Projet FMIS Solware	214 640		-19 875					194 765	194 765
Projet Odyssée	431 664		-44 385					387 279	387 279
Projet JOP 2024	423 589		-423 589						
Projet Passage en Diffus	257 213		-257 213						
Autres projets	2 349 438	939 806	-984 091		-45 000			2 260 153	899 490
FD s/ Subventions	10 439 592	4 016 640	-5 352 684	0	0	59 297	35 443	9 198 289	3 217 669
Immobilisations	23 643	514	-795		-17 848			5 514	5 000
Immobilisations acquises	30 710		-9 136		8 000			29 574	
Projet Ukraine	80 119	2 030	-82 149						
Autres projets	200 830	194 615	-46 720		9 848			358 573	100 516
FD s/ Contributions Financières Privées	335 302	197 159	-138 800	0	0	0	0	393 661	105 516
Immobilisations	4 718				-3 792			926	
Immobilisations acquises			-248		3 792			3 544	
Autres projets	1 160	15 476						16 636	1 160
FD s/ Ressources liées à la Générosité Publique	5 878	15 476	-248	0	0	0	0	21 106	1 160
Projet Ukraine	13 650		-13 650						
Autres projets	34 748	60	-753					34 055	33 995
FD s/ Legs et donations	48 398	60	-14 403	0	0	0	0	34 055	33 995
Total des fonds dédiés et reportés	35 707 932	7 906 530	-11 823 812	-1 485 939	1	477 332	720 920	32 988 901	15 874 945

Note 10. CHARGES A PAYER

Rubriques	31/12/2024
Emprunts obligataires	
Emprunts - Intérêts courus sur emprunts	263 269
Trésorerie - Intérêts courus à payer	180 130
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	443 399
Emprunts et dettes financières divers - Intérêts courus sur emprunts	389 042
Comptes courants - Intérêts à payer	
Emprunts et dettes financières divers	389 042
Fournisseurs d'exploitation	5 261 106
Congés Payés, RTT, autres congés et charges sociales et fiscales liées	14 461 086
Personnel autres charges à payer et charges sociales et fiscales liées	4 016 655
Etat - autres charges à payer	105 770
Dettes fiscales et sociales	18 583 511
Fournisseurs d'immobilisation	
Clients - Avoirs à établir	114 566
Divers - Charges à payer	42 946
Autres dettes	157 512
TOTAL	24 834 570

Note 11. PRODUITS A RECEVOIR

Rubriques	31/12/2024
Créances usagers et comptes rattachés	3 376 406
Fournisseurs - R.R.R à obtenir et avoirs non	1 071 860
Personnel - Produits à recevoir	
Organismes sociaux IJSS	849 083
Etat - Produits à recevoir	544 153
Subvention à recevoir	596 871
Comptes courants produits à recevoir	820 714
Divers - Produits à recevoir	3 935 125
Autres créances	7 817 806
Valeurs mobilières de placement	11 172
Disponibilités	1 250
TOTAL	11 206 634

Note 13. PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

en euros	31/12/2024	31/12/2023
Subventions	5 507 050	7 984 890
Subventions - Ukraine		210 430
Régularisation financement	634 720	1 000 377
Location photocopieurs	210 279	
Autres	149 404	118 230
TOTAL	6 501 453	9 313 927

Note 14. BILAN FINANCIER

BIENS	31/12/2024	31/12/2023	FINANCEMENTS	31/12/2024	31/12/2023
Immobilisations incorporelles brutes	1 934 881	1 814 249	Apports, dotations, rés et fonds propres	12 543 674	11 948 445
Immobilisations corporelles brutes					
- Terrains	12 286 841	11 996 779	Réserves affectées à l'investissement	28 362 400	27 251 952
- Agencements	1 421 923	1 421 923	Réserve de compens des charges d'amort.	5 070 572	4 987 253
- Constructions	85 649 733	69 757 179	Subventions d'investissement	10 778 167	10 697 285
- Installations, matériels et outillages	4 605 556	4 418 177	Provisions réglementées	5 280 244	4 860 949
- Autres immobilisations corporelles	57 380 520	48 697 738	Provisions régl. des PV nettes d'actif	8 436 702	7 862 478
			Fonds dédiés immobilisations	11 779 151	9 335 802
Immo. corporelles et incorporelles en cours	2 071 747	2 831 395	Emprunts - dettes financières	31 491 238	28 161 858
Immo. en cours - part investissement PPP			Dépôts et cautionnements reçus	803 604	646 402
Biens reçus par legs destinés à être cédés			Amortissements des immobilisations		
Immobilisations financières	35 407 242	33 472 180	- Incorporelles	1 568 763	1 342 574
Amortissements excédentaires différés			- Agencements des terrains	1 303 054	1 287 891
			- Constructions	45 231 127	37 763 273
Charges à répartir			- Installations, matériels et outillages	3 771 734	3 693 972
Autres			- Autres immobilisations corporelles	34 147 178	29 287 740
			Dépréciations des immobilisations	2 087 387	1 869 836
			Dépenses refusées par l'ATC	129 931	-89 322
			Autres réserves	-33 885 690	-28 856 056
Comptes de liaison investissement			Comptes de liaison investissement		
Biens stables (II)	200 758 443	174 409 620	Financements stables (I)	168 899 236	152 052 332
FRI NÉGATIF (I-II)	31 859 207	22 357 288	FRI POSITIF (I-II)		
Reports à nouveau déficitaires	9 992 231	8 382 040	Réserves et provisions à la couv du BFR	4 983 335	4 156 731
Résultat déficitaire	6 258 728	3 870 021	Réserves de compensation des déficits	16 391 596	14 871 364
Créances Glissantes	93 166	93 166	Résultat excédentaire		
			Résultat excédentaire s/ contrôle de tiers	11 192 564	10 147 718
			Provisions pour risques et charges	15 226 068	14 404 465
			Fonds dédiés d'exploitation	21 209 744	26 372 128
			Dépréciation des stocks et créances	6 594 158	4 989 526
Autres			Autres		
Comptes de liaison trésorerie (stable)			Comptes de liaison trésorerie (stable)		
Actifs stables d'exploitation (IV)	16 344 125	12 345 227	Financements stables d'exploitation (III)	75 597 465	74 941 932
FRE NÉGATIF (III-IV)			FRE POSITIF (III-IV)	59 253 340	62 596 705
FRNG NÉGATIF			FRNG POSITIF	27 394 133	40 239 417
Stocks	84 220	155 456	Avances reçues	381 288	291 041
Avances et acomptes versés	1 437 752	1 495 747	Fournisseurs d'exploitation	18 303 307	18 062 340
Organismes payeurs, usagers	24 556 685	26 484 865	Dettes fiscales et sociales	33 858 721	30 834 097
Créances diverses d'exploitation	32 051 405	25 140 705	Dettes diverses d'exploitation	5 816 566	4 205 804
Créances irrécouvrables en non-valeur	1 653 394	1 295 706	Produits constatés d'avance	6 501 453	9 313 927
Charges constatées d'avance	2 698 478	2 917 918	Ressources à reverser à l'aide sociale		
Dépenses pour congés payés	5 677 999	4 968 595	Fonds en dépôt par les résidents	385 300	365 588
Autres	20 552 663	20 121 712	Autres	8 384	
Valeurs d'exploitation (VI)	88 712 596	82 580 704	Dettes d'exploitation (V)	65 255 019	63 072 797
BFR (VI-V)	23 457 577	19 507 907	EXC. DE FIN. EXPL. (VI-V)		
Valeurs mobilières de placement	294 926	6 274 596	Fournisseurs d'immobilisations	59 984	70 012
Disponibilités	7 907 257	15 744 544	Fonds des majeurs protégés	63 353	46 851
Régie d'avance	13 418	14 263	Concours bancaires courants	3 323 267	404 115
			Ligne de trésorerie		
			Intérêts courus non échus	832 441	780 915
			Autres		
Comptes de liaison trésorerie			Comptes de liaison trésorerie		
Liquidités (VIII)	8 215 601	22 033 403	Financements à court terme (VII)	4 279 045	1 301 893
TRÉSORERIE POSITIVE (VIII-VII)	3 936 556	20 731 510	TRÉSORERIE NÉGATIVE (VIII-VII)		
TOTAL DES BIENS (II+IV+VI+VIII)	314 030 765	291 368 954	TOTAL DES FINANCEMENTS (I+III+V+VII)	314 030 765	291 368 954

Note 15. TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE

Trésorerie d'ouverture	20 731 510
Résultat d'exploitation	-6 396 215
+ Amortissements	9 152 474
+ Provisions	2 027 015
+ Fonds dédiés	-3 917 285
+ Autres	-431 366
Resultat brut d'exploitation	434 623
- Frais financiers	-2 260 832
+ Produits financiers	591 367
- Impôt sur les sociétés	-108 050
+/- Charges et produits exceptionnels	2 994 760
+/- Autres	
Capacité d'auto-financement	1 651 868
Variation des stocks	71 236
Variation des créances d'exploitation	-4 992 380
Variation des dettes d'exploitation	-472 865
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	-5 394 009
Flux nets de trésorerie générés par l'activité	-3 742 142
- Acquisitions d'immobilisations	-13 763 774
+ Cessions d'immobilisations	173 038
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	-13 590 736
+ Augmentations ou diminutions d'apports en numéraire	
+ Subventions d'investissement reçues	497 750
+ Emissions d'emprunts	
- Remboursements d'emprunts	-2 360 917
+/- Dépôts de garanties reçus	152 298
+ Autres	
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	-1 710 869
+/- Impact des variations de périmètre	2 248 792
Trésorerie de clôture	3 936 556

Note 16. PRODUITS D'EXPLOITATION

en euros	31/12/2024	31/12/2023
Habitat et Santé	133 378 881	127 620 042
Handicap	123 925 162	116 745 090
Asile et Intégration	61 790 650	47 489 196
Addiction	40 718 663	38 033 006
Justice	6 094 144	6 390 894
Emploi et Formation	3 904 418	5 667 332
Sous total secteur Solidarités	369 811 918	341 945 560
Groupe - Support	9 773 463	9 808 010
Action Territoriale	74 350	401 544
Commerce et Services	249 822	261 982
Facturation entre établissements	-12 072 516	-9 880 461
Produits par activité	367 837 037	342 536 635
Gestion libre	109 160 425	100 957 243
Gestion contrôlée	268 395 875	249 067 168
Facturation entre établissements	-9 719 263	-7 487 776
Produits par nature de financement	367 837 037	342 536 635
Secteur lucratif	249 822	261 982
Secteur non lucratif	367 739 332	342 367 400
Facturation entre établissements	-152 117	-92 747
Produits par secteur fiscal	367 837 037	342 536 635

Note 17. RESULTAT FINANCIER

en euros	2024			2023		
	Produits	Charges	Résultat	Produits	Charges	Résultat
Intérêts des emprunts et dettes		-1 298 241	-1 298 241		-1 172 126	-1 172 126
Intérêts sur comptes courants	544 189		544 189	453 008		453 008
Intérêts sur découverts - Agios - Autres intérêts		-962 591	-962 591		-434 093	-434 093
Résultat financier lié aux opérations de financement	544 189	-2 260 832	-1 716 643	453 008	-1 606 219	-1 153 211
Produits ou charges financiers liés à des participations	4 597		4 597			0
Produits ou charges financiers sur placements	20 624		20 624	202 652		202 652
Autres produits et charges financiers	21 957		21 957	9 821		9 821
Résultat financier lié aux autres opérations	47 178	0	47 178	212 473	0	212 473
Dépréciations dépôts de garantie et cautions	117 060	-293 611	-176 551	48 653	-247 879	-199 226
Résultat financier lié aux dépréciations et provisions	117 060	-293 611	-176 551	48 653	-247 879	-199 226
Total général	708 427	-2 554 443	-1 846 016	714 134	-1 854 098	-1 139 964

Note 18. RESULTAT EXCEPTIONNEL

	31/12/2024			31/12/2023		
	Produits	Charges	Impact	Produits	Charges	Impact
Immobilisations incorporelles		9 235	(9 235)	60		60
Immobilisations corporelles	32 175	16 867	15 308	2 920	336	2 584
Immobilisations financières	9 303	19 074	(9 771)	225	15 948	(15 723)
Opérations en capital	41 478	45 176	(3 698)	3 205	16 284	(13 079)
Aux amortissements excep. des immo.		320 578	(320 578)		185 450	(185 450)
Aux amortissements dérogatoires		46 851	(46 851)		46 851	(46 851)
Aux provisions réglementées	60 890	1 668	59 222	20 514	10 928	9 586
Aux provisions pour risques et charges		734 000	(734 000)			
Aux dépréciations exceptionnelles				418 573		418 573
Dotations et reprises	60 890	1 103 097	(1 042 207)	439 087	243 229	195 858
Pénalités et amendes		38 949	(38 949)		14 198	(14 198)
Remboursement AFADR octroyé à Groupe SOS Jeunesse	1 950 000		1 950 000			
AFADR octroyé à l'association Handisup		150 000	(150 000)			
Abandons de créances		217 322	(217 322)		414 573	(414 573)
Rappel d'impôts (autres qu' IS)	31 439		31 439	4 970		4 970
Litiges	34 850	41 363	(6 513)			
Dégrèvement de Taxes Foncières				62 598		62 598
Dégrèvement TVA ESAT	52 978		52 978	42 367		42 367
Intermédiation locative - Dialogue de Gestion n-1	1 202 228	750 581	451 647	603 273	537 970	65 303
Intermédiation locative - Réabondement années antérieures	726 913		726 913			
Intermédiation locative - Régul comptes allocataires		22 755	(22 755)	934	4 835	(3 901)
Ajustement Emprunt Mas Monique Meze	267 591		267 591			
Autres charges et produits exceptionnels					24 401	(24 401)
Opérations de gestion	4 265 999	1 220 970	3 045 029	714 142	995 977	(281 835)
Résultat exceptionnel	4 368 367	2 369 243	1 999 124	1 156 434	1 255 490	(99 056)

Note 19. TABLEAU DU RESULTAT EFFECTIF GLOBAL

	31/12/2024	31/12/2023
Résultat comptable sous gestion libre	-3 913 901	-2 644 048
Résultat comptable sous gestion contrôlée	-2 344 827	-1 225 973
Résultat Comptable	-6 258 728	-3 870 021

Reprise de résultats antérieurs	-281 914	1 559 518
--	-----------------	------------------

Résultat Effectif Global	-6 540 642	-2 310 503
dont Résultat effectif sous gestion libre	-3 913 901	-2 644 048
dont Résultat effectif sous gestion contrôlée	-2 626 741	335 454

Note 20. SUBVENTIONS ET CONCOURS PUBLICS

	Concours Publics	Subventions d'exploitation	Subventions d'Investissement
Europe		704 841	
Etat	38 261 241	68 878 277	143 515
Etat - Assurance Maladie - ARS	156 825 583	4 305 993	125 235
Etat - CAF	956 343	397 483	
Etat - Dirrecte		1 732 208	
Etat - ASP		577 194	
Régions		321 402	229 000
Départements	22 064 732	1 772 287	
Communes, Villes		1 875 517	
Autres Financeurs	534 846	543 817	
TOTAL	218 642 745	81 109 019	497 750

Note 21. RESULTAT SECTORIEL PAR ACTIVITE

en milliers d'euros	Habitat et Santé	Handicap	Asile et Intégration	Addiction	Justice	Formation et Emploi	Action Territoriale	Commerce & Services	Support	Inter Secteur	Total
Produits d'exploitation	133 379	123 925	61 791	40 719	6 094	3 904	74	250	9 773	-12 073	367 837
Cotisations									0		0
Ventes de biens et services	18 267	7 328	12 912	1 998	4 981	2 805		250	7 683	-11 976	44 247
-Ventes de biens		495	0								496
-Ventes de prestations de service	18 267	6 833	12 912	1 998	4 981	2 805		250	7 683	-11 976	43 752
Produits de tiers financeurs	107 719	108 989	45 626	35 418	923	833	77		985	-96	300 473
-Concours publics	60 920	105 915	22 213	29 594							218 643
-Subventions d'exploitation	46 641	2 785	23 168	5 818	923	787	27		961		81 109
-Ressources liées à la générosité du public	0	20		1					0		22
-Contributions financières	158	269	245	4		47	50		23	-96	700
Production Stockée		-5									-5
Production Immobilisée	847										847
Reprises sur prov (et amort), transfert de charges	2 490	3 654	727	265	13	67			457		7 674
Utilisation des fonds dédiés	3 392	3 065	2 133	2 788	158	164			209		11 909
Autres produits de Gestion Courante	664	894	392	250	20	35	-2	0	440		2 692
Charges d'exploitation	127 388	121 889	56 917	38 292	7 199	4 146	66	821	28 207	-10 692	374 233
Achat de marchandises											
Variation de stocks de marchandises											
Achats de matières premières et autres appro	-33	351	-5	-4	0	0		11	88		408
Variation de stocks matières premières et autres appro		67									67
Autres achats et charges externes	61 251	34 453	31 349	9 554	2 371	649	31	454	7 597	-424	147 286
Aides financières	745		22	1		113			3 441	-96	4 226
Impôts, taxes et versements assimilés	4 351	5 811	1 690	1 850	353	235	1	3	1 279		15 574
Salaires et traitements	31 670	48 403	12 405	14 965	2 640	1 751	12	100	9 790		121 735
Charges sociales	19 646	23 229	8 197	8 678	1 682	1 117	18	87	5 460	-10 172	57 940
Dotation aux amortissements et aux provisions											
-Sur immobilisations : dotations aux amortissements	2 345	5 142	777	572	63	50	1	27	175		9 152
-Sur immobilisations : dotations de dépréciations	11		9								20
-Sur actif circulant : dotations des dépréciations	1 628	712	23	57		9					2 429
-Pour risques et charges : dotations aux provisions	1 294	1 590	910	110	30	98		140	37		4 210
Reports de fonds dédiés	2 038	1 803	1 452	2 340	53	57			250		7 992
Autres charges d'exploitation	2 443	327	88	168	8	66	3	0	91		3 195
RESULTAT D'EXPLOITATION	5 991	2 036	4 874	2 427	-1 105	-242	9	-571	-18 434	-1 380	-6 396
QP de résultat sur opérations faites en commun	-4 289	-5 970	-2 087	-1 387	-310	-136		-30	12 814	1 380	-15
Produits financiers	81	9	52	0	3				564		708
Charges financières	466	1 153	137	13	36	21	11	20	696		2 554
RESULTAT FINANCIER	-385	-1 144	-85	-13	-33	-21	-11	-20	-133		-1 846
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	1 317	-5 079	2 702	1 028	-1 448	-399	-3	-621	-5 753		-8 257
Produits exceptionnels	1 995	388	1	10			24		1 951		4 368
Charges exceptionnelles	1 670	172	89	11	0	0	241		184		2 369
RESULTAT EXCEPTIONNEL	325	215	-88	-1	0	0	-217		1 767		1 999
Impôts sur les sociétés		1							0		1
RESULTAT NET	1 641	-4 864	2 613	1 026	-1 448	-399	-220	-621	-3 986		-6 259
Total des charges	133 814	129 186	59 230	39 703	7 545	4 304	319	871	29 088	-24 886	379 173
Total des produits	135 455	124 322	61 843	40 729	6 097	3 904	98	250	25 101	-24 886	372 914

Note 21. RESULTAT SECTORIEL PAR AUTONOMIE FINANCIERE

En milliers d'euros	Activités ESMS - Gestion Contrôlée	Activités ESMS - Gestion Libre	Autres Activités - Gestion Libre	Inter Secteur	Total	Total ESMS
Produits d'exploitation	268 396	5 356	103 805	-9 719	367 837	273 261
Cotisations			0		0	
Ventes de biens et services	12 171	1 872	39 839	-9 636	44 247	13 548
-Ventes de biens		495	0		495	
-Ventes de prestations de service	12 171	1 377	39 839	-9 636	43 752	13 548
Produits de tiers financeurs	239 486	3 291	57 779	-84	300 473	242 778
-Concours publics	218 643				218 643	218 643
-Subventions d'exploitation	20 243	3 291	57 575		81 109	23 534
-Ressources liées à la générosité du public	20		1		22	20
-Contributions financières	580	0	203	-84	700	581
Production Stockée		-5			-5	
Production Immobilisée	847				847	847
Reprises sur prov (et amort), transfert de charges	4 708	11	2 955		7 674	4 719
Utilisation des fonds dédiés	9 053	125	2 731		11 909	9 178
Autres produits de Gestion Courante	2 130	61	500		2 692	2 192
Charges d'exploitation	272 392	5 369	106 159	-9 687	374 233	277 761
Achat de marchandises						
Variation de stocks de marchandises						
Achats de matières premières et autres appro	156	247	5		408	403
Var. de stocks matières premières et autres appro	2	65			67	67
Autres achats et charges externes	93 647	1 236	52 570	-168	147 286	94 883
Aides financières	713		3 597	-84	4 226	713
Impôts, taxes et versements assimilés	12 099	127	3 348		15 574	12 226
Salaires et traitements	95 776	2 368	23 591		121 735	98 144
Charges sociales	52 097	1 047	14 231	-9 436	57 940	53 145
Dotation aux amortissements et aux provisions						
-Sur immobilisations : dot. aux amortissements	7 725	123	1 304		9 152	7 848
-Sur immobilisations : dotations de dépréciations			20		20	
-Sur actif circulant : dotations des dépréciations	903	3	1 522		2 429	906
-Pour risques et charges : dotations aux provisions	2 515	95	1 601		4 210	2 610
Reports de fonds dédiés	6 140	38	1 814		7 992	6 178
Autres charges d'exploitation	619	19	2 557		3 195	638
RESULTAT D'EXPLOITATION	-3 996	-13	-2 355	-32	-6 396	-4 500
QP de résultat sur opérations faites en commun	2 859	-123	-2 783	32	-15	2 736
Produits financiers	116		593		708	116
Charges financières	1 334	3	1 218		2 554	1 337
RESULTAT FINANCIER	-1 218	-3	-625		-1 846	-1 221
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	-2 355	-140	-5 762		-8 257	-2 986
Produits exceptionnels	347	53	3 968		4 368	400
Charges exceptionnelles	336		2 033		2 369	336
RESULTAT EXCEPTIONNEL	11	53	1 935		1 999	64
Participation des salariés aux résultats						
Impôts sur les sociétés	0		1		1	0
RESULTAT NET	-2 345	-87	-3 827		-6 259	-2 432
<i>Total des charges</i>	<i>274 077</i>	<i>5 496</i>	<i>112 194</i>	<i>-12 594</i>	<i>379 173</i>	<i>279 573</i>
<i>Total des produits</i>	<i>271 732</i>	<i>5 409</i>	<i>108 367</i>	<i>-12 594</i>	<i>372 914</i>	<i>277 141</i>

AUTRES INFORMATIONS :

Note 22. ENGAGEMENTS HORS BILAN**a) Engagements donnés :****a.1 Engagements de retraite**

Les engagements de retraite sont évalués à **14 278 988 euros** (hypothèses indiquées dans le paragraphe m des principes comptables et méthode d'évaluation).

Les engagements de retraite ne sont comptabilisés au passif du bilan que pour la part correspondant aux salariés de plus de 50 ans et conformément soit des accords obtenus par les autorités de tarification et de contrôle, soit des modalités prévues au sein du code de l'action sociale et des familles. L'association a constaté au passif un montant de **894 918 euros** à ce titre.

La part des engagements de retraite non comptabilisée s'élève à **13 384 070 euros**.

a.2 Participation dans des Groupements

Groupe SOS Solidarités est membre de quatre groupements : le GIE Alliance Gestion, le GCS Guyasis et les GCSMS Un Chez Soi D'abord (USCD) Perpignan et Marseille.

Groupe SOS Solidarités est à ce titre tenu solidairement sur son patrimoine propre des dettes de ces derniers vis-à-vis des tiers autres que les membres des groupements.

Au 31/12/2024, les données relatives à ces groupements sont les suivantes :

	Gie Alliance Gestion	GCS Guyasis	GCSMS Un chez soi d'abord Perpignan	GCSMS Un chez soi d'abord Marseille
Année de référence des données	2 024	2 023	2 024	2 023
Dettes financières	2 458 715	60		1 191
Dettes d'exploitation	8 082 275	1 738 042	16 062	137 516
Autres dettes	3 537 495	1 016	6 826	493 823
Total des dettes en euros	14 078 485	1 739 118	22 888	632 529
Parts sociales détenues	40,10%	8,00%	33,33%	14,29%
Participation à l'ensemble des charges en 2024	21,91%	nc	nc	nc

a.3 Intérêts restant à courir sur emprunts

	en euros
Part à moins d'un an	1 231 265
Part à plus d'un an et moins de 5 ans	4 009 462
Part à plus de 5 ans	5 503 901
Soit un total de :	10 744 627

a.4 Engagements donnés aux établissements financiers

Entité Garantie	Bénéficiaire	Nature	Valeur d'origine de la garantie	Capital restant dû au 31-12-2024
Garanties données pour des établissements de l'association Groupe SOS Solidarités				
FAM Enchenberg	Caisse d'Epargne	Hypothèque en rang 1 s/ bien sis à Enchenberg	300 000	138 014
IME & MAS Pavillon Royal	BNP Paribas	Hypothèque en rang 1 s/ bien sis à Nandy (77), la Fosse Turpin	2 223 174	442 007
LAM Olympiades 93	BNP Paribas	Hypothèque en rang 1 s/ bien sis à Saint Denis rue F. de Pressensé	3 160 000	2 616 022
CHRS Altair 92 Centre et Sud	BFCC	Privilège du prêteur de deniers pour 50% des prêts souscrits	387 000	531 799
Sessad Pavillon Royal	Caisse d'Epargne	Nantissement de Compte sur Livret	262 121	402 778
ACT Altair	BFCC	Nantissement de Comptes titres	65 000	29 970
Total Garanties			6 397 295	4 160 590
Garanties données pour des structures du Groupe SOS				
Adeppa	Soc. Générale et Caisse d'Epargne	Caution emprunt bancaire	250 000	886 315
Groupe SOS TEAT	Caisse d'Epargne	Caution emprunt bancaire	284 000	165 199
SCI Groupe SOS Solidarités	Caisse d'Epargne	Nantissement du Compte sur Livret en garantie d'un emprunt bancaire	350 000	547 371
SCI Groupe SOS Solidarités	Caisse d'Epargne	Caution emprunt bancaire	1 550 000	1 534 647
Brasserie Dulion - Lyon	Crédit Coopératif	Caution emprunt bancaire	369 200	204 044
Brigades Nature Ain	Crédit Coopératif	Caution emprunt bancaire	90 000	36 778
Brigades Nature Ain	Crédit Coopératif	Caution emprunt bancaire	131 000	48 129
ESAJ	Crédit Coopératif	Caution emprunt bancaire	110 000	86 427
ESAJ	Crédit Coopératif	Caution emprunt bancaire	40 000	12 242
Groupe SOS TEAT	Crédit Coopératif	Caution emprunt bancaire	142 500	83 242
La Manufacture - SAF	Crédit Coopératif	Caution emprunt bancaire	185 000	109 416
Station Cevennes	Crédit Coopératif	Caution emprunt bancaire	970 000	334 229
SMA	Société Financière de la Nef	Caution emprunt bancaire	300 000	0
SMA	Société Financière de la Nef	Caution emprunt bancaire	235 000	132 347
Kraken	Société Générale	Caution emprunt bancaire	128 000	51 776
Kraken	Société Générale	Caution emprunt bancaire	60 000	16 703
GSOS TEAT	Banque Populaire	Caution emprunt bancaire	232 061	200 000
GSOS Coopérative Immobilière	Triodos	Caution emprunt bancaire	2 329 630	1 538 637
Total Caution s/ Emprunts			7 756 391	5 987 502
Brasserie Dulion - Lyon	Crédit Coopératif	Caution Facilités de caisse	390 000	
Brigades Nature Indre et Loire - ex-Orchis	Crédit Coopératif	Caution Facilités de caisse	104 000	
Brigades Nature Meuse	Crédit Coopératif	Caution Facilités de caisse	97 500	
Brigades Nature Puy de Dôme - ex-Territoire du Vivant	Crédit Coopératif	Caution Facilités de caisse	390 000	
Brigades Nature Htes Pyrénées - ex-Village Accueillant	Crédit Coopératif	Caution Facilités de caisse	105 000	
Brigades Nature Rhône	Crédit Coopératif	Caution Facilités de caisse	780 000	
Brigades Nature Var	Crédit Coopératif	Caution Facilités de caisse	325 000	
ESAJ	Crédit Coopératif	Caution Facilités de caisse	325 000	
La Manufacture	Crédit Coopératif	Caution Facilités de caisse	750 000	
Les Amis du Marais Du Vigueirat	Crédit Coopératif	Caution Facilités de caisse	260 000	
SAF	Crédit Coopératif	Caution Facilités de caisse	1 070 000	
Tri 37 Entreprise	Crédit Coopératif	Caution Facilités de caisse	78 000	
Reconnect	Crédit Coopératif	Toute opération financière	585 000	
GSOS Transition Ecologique et Territoires	Société Générale	Caution Facilités de caisse	250 000	
Transition Ecologique France	Société Générale	Caution Facilités de caisse	150 000	
Viltais	Société Générale	Découvert	1 000 000	997 947
Brigades Nature Rhône	Capitole Finance Tofinso	Caution Crédits Baux	1 488 264	353 088
Total Autres Cautions			8 147 764	1 351 035
Total			22 301 450	11 499 127

a.5 Apports en Fonds Associatif avec Droit de Reprise (AFADR) reçus

Pour rappel, l'association Groupe SOS Solidarités a bénéficié d'un apport avec droit de reprise de la part :

- de l'association Groupe SOS Séniors (1.250 ke) en date du 14 mai 2020,
- de l'association Groupe SOS Jeunesse (100 ke) en date du 20 décembre 2017. Cet apport était initialement versé à l'association Artémis qui a depuis fusionné au sein de l'association Groupe SOS Solidarités.

Les droits de reprise ne pourront être exercés qu'à dissolution de l'association.

a.6 – Engagements pris dans le cadre des reprises d'activités associatives

Groupe SOS Solidarités a repris à la barre du Tribunal, avec capacité de substitution à une autre association, les activités suivantes.

Activités Reprises	Entité cessionnaire de substitution	Juridiction	Date du jugement
RIE	Brigades Nature - Ex-ERA	TGI de Lyon	18/12/2018
Andes	Solidarité Alimentaire France	Trib. de Commerce de Bobigny	24/01/2019
Iperma	ESAJ	Trib. Judiciaire de Nevers	30/04/2020
Positive Planet International	People Power Inclusion	Trib. Judiciaire de Nanterre	25/06/2021

L'association Groupe SOS Solidarités reste, en vertu de l'article L642-9 du code de commerce, garante solidairement de l'exécution des engagements qu'elle a souscrits dans les offres de reprise.

b) Engagements reçus :

b.1 Garanties reçues au bénéfice des établissements bancaires

Etab concerné	Signature contrat prêt	Durée de l'emprunt	Bénéficiaire	Valeur d'origine de la garantie	Capital restant dû au 31-12-2024	Restant dû garanti au 31-12-2024	Cauton/garantie
Garanties reçues de structures externes au Groupe SOS							
LHSS 93	2009	25 ans	Dexia	2 258 017	1 074 577	1 074 577	Garantie ville St-denis
MAS 93	2009	25 ans	Dexia	8 076 573	4 616 073	4 616 073	Garantie ville St-denis
MAS 93	2009	25 ans	Dexia	6 737 073	3 850 500	3 850 500	Garantie ville St-denis
CSAPA Villersrupt	2005	20 ans	Dexia	200 000	16 574	16 574	Commune de Villersrupt (100%)
Foyer de vie les Guérins	2013	20 ans	Caisse d'épargne	375 000	263 830	263 830	Compagnie Européenne de garantie et de caution (75%)
Sessad Pavillon Royal	2004	18 ans	Caisse d'épargne	750 000	402 778	402 778	Cauton de Natixis - Compagnie Européenne de garantie et de caution (75%)
IME & MAS Pavillon Royal	2004	23 ans	CDC	1 852 645	1 105 018	442 007	Cauton de BNP (40%)
IME & MAS Pavillon Royal	2004	23 ans	CDC	2 778 968		663 011	Cauton de Sénart Ville Nouvelle (60%)
Mas Monique Meze	2012	15 ans	CDC	4 565 967	808 752	808 752	Cauton de la Communauté d'Agglo. Evry Centre Essonne (100%)
IES La Corniche	2016	40 ans	CDC	3 458 536	2 918 784	2 918 784	Cauton du Dept Herault (25%) - Villes de Frontignan (25%) - Sete (50%)
IES La Corniche	2016	25 ans	CDC	1 390 994	826 482	826 482	Cauton du Dept Herault (25%) - Villes de Frontignan (25%) - Sete (50%)
IES La Corniche	2007	40 ans	CDC	3 435 682	2 336 385	2 336 385	Cauton du Dept Herault (25%) - Villes de Frontignan (25%) - Sete (50%)
FAM Marly	2016	7 ans	Crédit Coopératif	526 410	0	0	Fonds de Garantie Mutuelle des Organismes sanitaires et sociaux
FAS Marly	2016	7 ans	Crédit Coopératif	204 601	0	0	Fonds de Garantie Mutuelle des Organismes sanitaires et sociaux
Foyer Le Cottage - Chelles	2008	30 ans	Crédit Foncier	1 548 729	1 548 729	774 364	Cauton Département de Seine et Marne (50%)
Foyer Le Cottage - Chelles	2008	30 ans	Crédit Foncier	1 548 729	1 548 729	774 364	Cauton Ville de Chelle (50%)
MAS Jardin Giovanelli	2008	30 ans	Crédit Foncier	2 278 737	2 409 562	1 204 781	Cauton Commune Bobigny (50%)
MAS Jardin Giovanelli	2008	30 ans	Crédit Foncier	2 278 737		1 204 781	Cauton de Natixis - Compagnie Européenne de garantie et de caution (50%)
CHRS Altair 92 Centre et Sud	2017	20 ans	BFCC	387 000	531 799	387 000	Garantie de la compagnie Européenne de Garanties et Cautions (50%)
Garanties reçues de structures du Groupe SOS							
FAM d'Enchenberg	2006	20 ans	Caisse d'épargne	300 000	138 014	138 014	Cauton Hypothécaire de la SCI Groupe SOS Solidarités sur le FAM Fleur de Vie à Enchenberg
Total				44 952 397	24 396 584	22 703 056	

b.3 Apports avec Droits de reprise octroyés

L'association Groupe SOS Solidarités a conclu des conventions d'apport en fonds associatif avec droit de reprise en faveur de différents membres du Groupe SOS. Les associations bénéficiaires et les modalités de reprise sont précisées dans le tableau ci-après :

Association Bénéficiaire	Année d'octroi	2024	2023	Modalités de reprise
Groupe SOS Jeunesse (Ex- I&A)	2009		675 000	avenant du 4-12-2024
Groupe SOS Jeunesse (Ex- JCLT)	2009		1 275 000	avenant du 4-12-2024
Station Cevennes	2012	32 000	32 000	Dissolution de l'association
Planète Urgence	2019	200 000	200 000	Dissolution de l'association
Amis des Marais du Vigueirat	2021	164 000	164 000	Dissolution de l'association
Handisup	2021	120 000	120 000	Dissolution de l'association
Handisup	2022	140 000	140 000	Dissolution de l'association
Handisup	2024	150 000		Dissolution de l'association
Impact Business Angles (ex-Pulse Impact BA)	2022	50 000	50 000	Dissolution de l'association
Total		856 000	2 656 000	

Note 23. EFFECTIFS

Effectifs moyens par CSP	
Direction	311
Administration générale	515
Services Généraux	380
Restauration	29
Socio-éducatif	1 707
Paramédical	723
Médical	96
Autres fonctions	
Effectif total	3 761

Note 25. CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES

Le bénévolat et la mise à disposition de personnel ne sont pas évalués car ils sont non significatifs.

EVALUATIONS DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	31/12/2024	31/12/2023
Produits	50 177	137 619
Dons en nature	2 150	0
Prestations en nature	48 027	137 619
Bénévolat		
Charges	50 177	137 619
Secours en nature	2 150	
Mise à disposition gratuite de biens	6 513	101 943
Prestations en nature	41 514	35 676
Personnel bénévole		

Note 26. REMUNERATIONS DES DIRIGEANTS BENEVOLES ET SALARIES

Dans le cadre de la loi N° 2006-584 du 23 mai 2006, les rémunérations les plus importantes ainsi que leurs avantages de l'association, se sont élevés à 143.160 euros, représentant uniquement des rémunérations et des avantages en nature.

Le Président et la majeure partie des membres du Conseil d'Administration de l'Association sont bénévoles et n'ont perçu à ce titre ni rémunération ni avantages en nature.

Note 27. HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le montant des honoraires, toutes taxes non récupérables incluses, comptabilisés au sein du compte du résultat est réparti comme suit :

- Honoraires liés à la mission de contrôle légal des comptes sociaux : 165.414 euros
- Honoraires liés aux autres services : 3.000 euros

Note 28. CHARGES LIEES A L'IMPOT

La charge d'impôt est due :

- A la possession des participations des entités lucratives détenues (secteur financier distinct).
- Aux placements de trésorerie effectués.

En 2024, une charge d'impôts a été constatée et s'élève à 1 094 euros.
